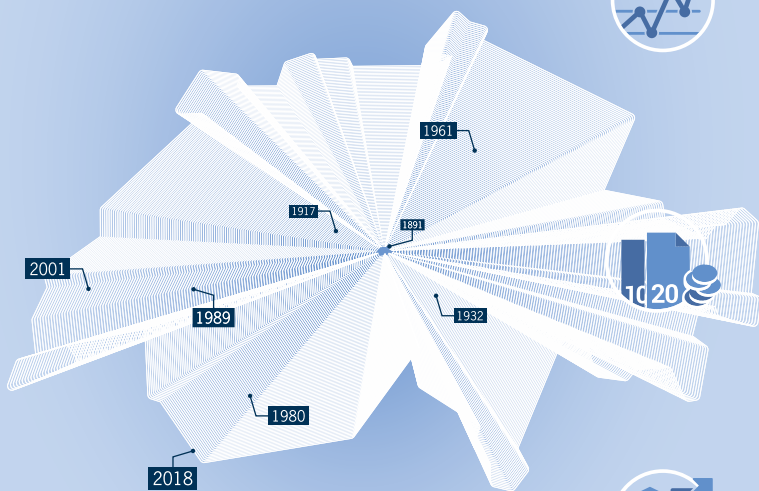


2018



00

Bases statistiques et produits généraux

Neuchâtel 2018

Mémento statistique de la Suisse 2018



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10

CH-2010 Neuchâtel

Table des matières

Renseignements:

Téléphone +41 58 463 60 11

Commandes de publications:

Téléphone +41 58 463 60 60

Téléfax +41 58 463 60 61

www.statistique.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Mars 2018. Paraît en français, allemand,

italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Rédaction:

Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

Sabine Kuster

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Gautier Rebetez

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1800

ISBN:

978-3-303-00575-0

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les années se suivent mais ne se ressemblent pas nécessairement: si la population tend généralement à augmenter, principalement dans les centres urbains, le produit intérieur brut est lui en phase de croissance ou de recul suivant les années, le nombre de nuitées dans les hôtels varie lui aussi et la mobilité journalière suit régulièrement une augmentation. Le présent ouvrage fournit un portrait multithématique de la situation en Suisse de ces dernières années. On y trouve cartes, textes, graphiques et tableaux illustrant les principales tendances dans les différents domaines. Les statistiques parlent de la société: ce qui est intéressant en elles, ce n'est pas spécifiquement les chiffres bruts, mais les messages qu'ils nous transmettent sur l'état de la société, les relations entre les individus en Suisse mais également dans leurs interactions au-delà de nos frontières.

2018 est une année anniversaire pour l'OFS puisque l'Annuaire statistique de la Suisse – l'autre publication-phare de l'OFS qui paraît conjointement à la présente publication – fête ses 125 ans. Outre différentes innovations dont vous trouverez quelques explications au verso de cette publication, il arbore pour cette occasion une couverture spéciale, tout comme ce Mémento.

Le Mémento se décline cette année également en version digitale, offrant une visualisation optimale sur des supports électroniques tels que tablettes et téléphones portables grâce à une adaptation automatique à la taille des écrans. Son contenu est identique à la version imprimée mais enrichi d'éléments interactifs: les cartes sont plus interactives et permettent de lire des informations chiffrées en survolant les diverses entités géographiques. Quelques graphiques animés viennent également compléter l'offre. Une offre interactive qui va également se développer de plus en plus largement à partir de cette année sur notre site.

Le romanche, quatrième langue nationale en Suisse, est également à l'honneur cette année: les pages de notre site dans cette langue s'étoffent en même temps que la parution de l'Annuaire et du Mémento et présentent désormais une infographie dans chacun des 21 thèmes statistiques avec les principaux chiffres propres à chacune de ces thématiques.

Vous trouverez des données plus approfondies sur les sujets abordés dans ce Mémento et un grand nombre d'autres informations et résultats sur notre site www.statistique.ch, notamment de nombreux graphiques, publications, cartes et tableaux à réaliser soi-même et à télécharger à partir de notre banque de données stat-tab.

Je vous souhaite une passionnante découverte de la Suisse à travers ses chiffres et vous invite à découvrir également notre Annuaire statistique et à surfer sur notre site.

Georges-Simon Ulrich

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, mars 2018

Population résidante permanente dans les cantons, en 2016

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2016 en %
Suisse	8 419,6	25,0	84,6	210,5	7,0
Zurich (ZH)	1 488,0	26,6	99,3	895,9	8,4
Berne (BE)	1 026,5	16,1	74,6	175,8	4,8
Lucerne (LU)	403,4	18,4	63,8	282,3	6,8
Uri (UR)	36,1	11,9	88,4	34,2	2,0
Schwytz (SZ)	155,9	20,7	82,0	183,1	6,2
Obwald (OW)	37,4	14,7	27,4	77,8	5,0
Nidwald (NW)	42,6	14,2	50,7	176,3	3,7
Glaris (GL)	40,1	23,7	76,2	59,0	4,0
Zoug (ZG)	123,9	27,5	100,0	598,3	9,6
Fribourg (FR)	311,9	22,4	74,3	195,8	12,0
Soleure (SO)	269,4	22,0	86,1	340,9	5,5
Bâle-Ville (BS)	193,1	35,8	100,0	5 225,2	4,4
Bâle-Campagne (BL)	285,6	22,3	97,6	551,7	4,1
Schaffhouse (SH)	80,8	25,9	89,8	270,9	5,8
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	55,0	16,2	76,5	226,3	3,7
Appenzell Rh.-Int. (AI)	16,0	11,1	0,0	92,8	2,0
Saint-Gall (SG)	502,6	23,8	82,5	257,6	4,9
Grisons (GR)	197,6	18,5	44,8	27,8	2,6
Argovie (AG)	663,5	24,7	85,1	475,6	8,5
Thurgovie (TG)	270,7	24,5	67,2	313,6	9,0
Tessin (TI)	354,4	28,1	92,0	129,3	6,2
Vaud (VD)	784,8	33,6	89,6	278,2	10,0
Valais (VS)	339,2	23,2	75,5	65,1	8,5
Neuchâtel (NE)	178,6	25,6	89,8	249,1	3,8
Genève (GE)	489,5	40,2	100,0	1 991,4	6,9
Jura (JU)	73,1	14,6	53,2	87,2	4,4

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2016

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2016	en milliers	Croissance en % 2010–2016
Zurich	402,8	8,0	1 354,1	8,4
Genève	199,0	6,1	585,4	7,5
Bâle	171,0	4,8	545,3	4,6
Lausanne	137,8	7,8	415,6	9,6
Berne	133,1	7,0	415,5	6,0
Winterthour	109,8	8,4	140,2	7,9
Lucerne	81,6	5,3	228,3	5,8
St-Gall	75,5	3,5	166,4	3,7
Lugano	63,9	6,1	151,7	7,4
Bienne	54,5	6,4	105,4	5,9

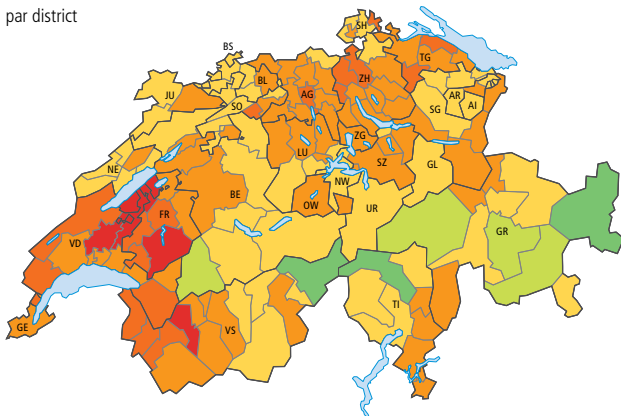
La population est majoritairement citadine

En 2016, la part de la population vivant dans les espaces à caractère urbain (espace des centres urbains et espace sous influence des centres urbains) atteint 84,6%. Environ la moitié de cette population urbaine habite dans l'une des cinq plus grandes agglomérations de Suisse (Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lausanne).

La croissance démographique en 2016 dans les espaces à caractère urbain est plus marquée que dans ceux hors influence des centres urbains (2016: +1,2% contre +0,7).

Croissance démographique, de 2010 à 2016

par district



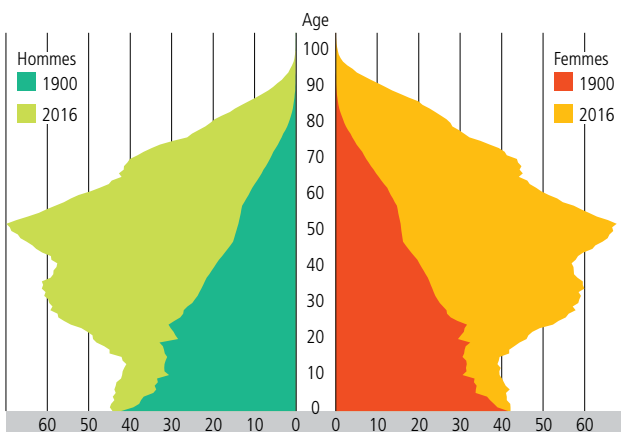
Variation de la population résidente permanente, en %

CH: +7,0

■ ≤ -2,5
 ■ -2,4 – -0,1
 ■ 0,0 – 4,9
 ■ 5,0 – 9,9
 ■ 10,0 – 14,9
 ■ ≥ 15,0

Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées (65 ans et plus) a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges s'est transformée en «sapin» (2016), les générations 1940 à 1971 étant ici prédominantes. Elles ont face à elles une génération de jeunes moins importante et le vieillissement continuera. La part des 65 ans ou plus devrait passer de 18,1% en 2016 à plus de 26% en 2045. Ces dernières décennies, la croissance démographique en Suisse s'explique surtout par l'excédent migratoire et, dans une bien moindre mesure, par l'excédent des naissances.

Enfants nés vivants, en 2016

Total	87 883
Garçons pour 100 filles	104,6
Part des enfants nés hors-mariage en %	24,2
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre moyen d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité par âge observés durant l'année sous revue

Décès, en 2016

Total	64 964
Age au décès	
0–19 ans	475
20–39 ans	841
40–64 ans	7 407
65–79 ans	16 264
≥ 80 ans	39 977

Migrations internationales, en 2016

Immigration	191 683
dont étrangers	167 407
Emigration	120 653
dont étrangers	90 088
Solde migratoire	71 030
Suisses	–6 289
Etrangers	77 319

Migrations internes², en 2016

Total arrivées et départs	521 521
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2016

Total	41 646
Suisse/Suisse	19 821
Suisse/étrangère	8 239
Etranger/Suisse	6 879
Etranger/étrangère	6 707
Age moyen au premier mariage (ans)	
Hommes célibataires	32,0
Femmes célibataires	29,8

Divorces, en 2016

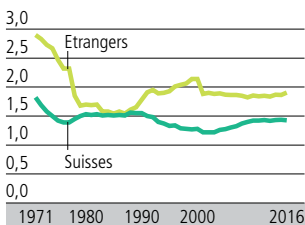
Total	17 028
avec enfants mineurs (%)	46,9
Durée du mariage	
0–4 ans	2 020
5–9 ans	4 183
10–14 ans	3 356
15 ans ou plus	7 469
Indic. conjoncturel de divortialité ³	41,5

3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

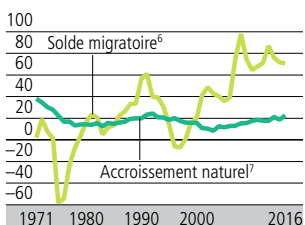
Naissances multiples⁴, en 2016

Total	1 708
dont naissances de jumeaux	1 668

4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

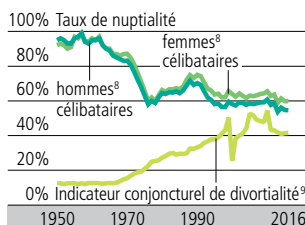
Indicateur conjoncturel de fécondité⁵

5 Nombre moyen d'enfants par femme; cf. remarque 1

Solde migratoire et accroissement naturel en milliers

6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut, dès 2011 y c. les passages de la population résidente non permanente

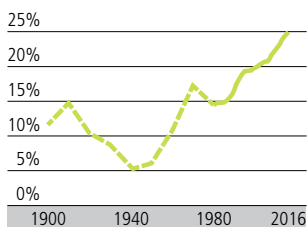
7 Naissances vivantes moins décès

Mariages et divorces

8 Pourcentage d'hommes célibataires ou de femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

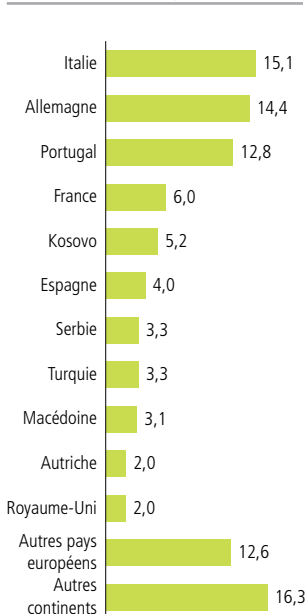
Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



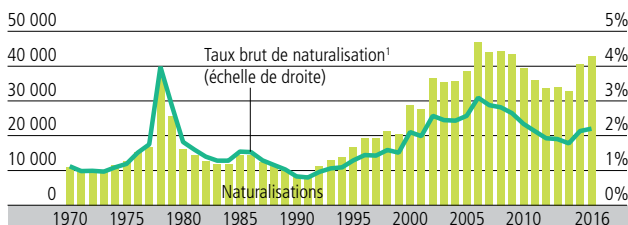
Population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2016

	en milliers
Total	2 178,9
Autorisation de séjour (livret B)	689,7
Autorisation d'établis. (livret C)	1 297,2
Fonctionnaires internationaux et diplomates	29,4
Autorisation de séjour de courte durée (livret L)	86,7
Requérants d'asile (livret N)	31,4
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	36,9
Pas attribué	7,5

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité, en 2016



Acquisitions de la nationalité suisse



1 Nombre d'acquisitions de nationalité pour 100 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement au début de l'année

Population étrangère: près de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 10 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 25%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (54,9%) y résident depuis 10 ans ou plus ou y sont nés. En 2016, 42 937 personnes (2,2% de la population résidente permanente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans) chez les étrangers, contre 37 chez les Suisses. 29,9% des enfants nés en Suisse en 2016 sont de nationalité étrangère. En 2016, le nombre des immigrations a augmenté de 1,7% par rapport à l'année précédente. 54% des immigrés étaient des ressortissants de l'UE/AELE.

Diversification des formes de vie commune

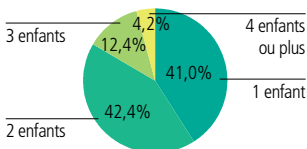
En 2013–2015, seuls 29% des ménages privés sont du type «couple avec enfant». Parmi tous les ménages comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, les familles monoparentales représentent 14% et les familles recomposées 5,5%: ces chiffres élevés sont la conséquence des nombreux divorces (17 028 en 2016). Par ailleurs, la proportion des naissances hors mariage a plus que doublé entre 2000 et 2016, passant de 11% à 24%. Quant à la décision de se marier et de fonder une famille, elle intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 30 ans (2016) pour les femmes et de 26 à 32 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 31 ans. Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: en 2016, presque huit mères sur dix en couple sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères.

Ménages privés, en 2015 en milliers

Total	3 623,3
Ménages d'une personne	1 273,8
Ménages familiaux	2 323,7
Couples sans enfants	995,9
Couples avec enfants	1 028,4
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	218,5
Ménages non familiaux	80,8

Ménages familiaux avec enfants, en 2015

uniquement enfants de moins de 25 ans



Langues principales, en 2015¹ en %

Allemand	64,1
Français	22,7
Italien	8,4
Romanche	2,5
Anglais	2,7
Portugais	3,7
Albanais	2,3
Serbe et croate	5,4
Espagnol	1,1
Langues turques	0,6
Autres langues	5,8

¹ Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

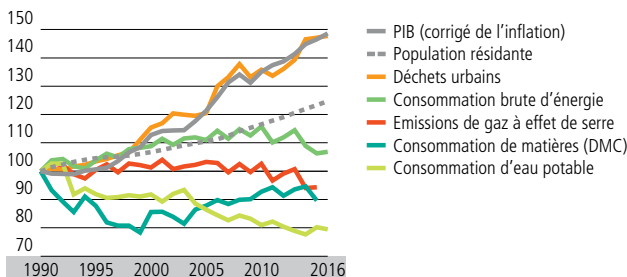
Appartenance religieuse, en 2015² en %

Évangéliques réformés	24,9
Catholiques romains	37,3
Autres communautés chrétiennes	5,8
Communautés juives	0,2
Communautés islamiques	5,1
Autres communautés religieuses	1,4
Sans confession	23,9
Sans indication	1,3

² Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé

Utilisation des ressources et émissions

Indice 1990=100



La croissance démographique et économique va généralement de pair avec une consommation accrue de ressources naturelles et une augmentation des émissions, sauf si par exemple les comportements changent ou que l'efficacité est améliorée grâce au progrès technologique. Ainsi, la quantité de déchets produite suit à peu près l'évolution du produit intérieur brut (PIB). La situation est différente pour les émissions de gaz à effet de serre, restées relativement constantes depuis 1990. En ce qui concerne la consommation d'eau potable, les besoins d'une population et d'une économie en croissance ont même pu être couverts par de plus faibles quantités.

Utilisation du sol

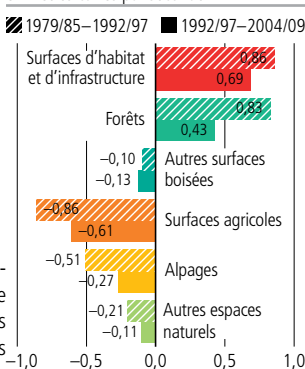
Période de relevé 2004–2009

	km ²	%
Surface totale	41 290	100
Surfaces boisées	12 930	31,3
Surfaces agricoles	9 678	23,4
Alpages	5 139	12,4
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	3 079	7,5
Lacs et cours d'eau	1 774	4,3
Autres espaces naturels	8 690	21,0

En l'espace de 24 ans, les surfaces d'habitat et d'infrastructure ont augmenté de 23%, essentiellement au détriment des surfaces agricoles. Selon les données les plus récentes, l'habitat et les infrastructures couvrent 7,5% du territoire national et 4,7% du sol est imperméabilisé.

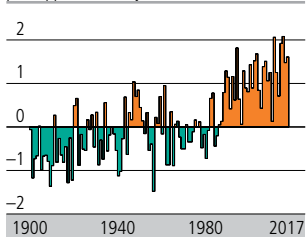
Evolution de l'utilisation du sol

en mètres carrés par seconde



Ecart de température

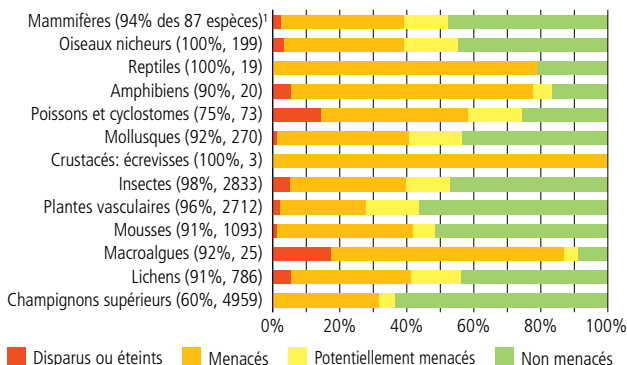
par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



La température de l'air varie d'année en année, des périodes plus chaudes alternant avec des périodes plus froides. Sur les dix années les plus chaudes enregistrées en Suisse depuis le début des mesures en 1864, neuf datent du 21^e siècle, l'année la plus chaude jusqu'ici étant 2015.

Animaux et plantes menacés (listes rouges)

Etat: 1994–2016, selon le groupe d'espèces

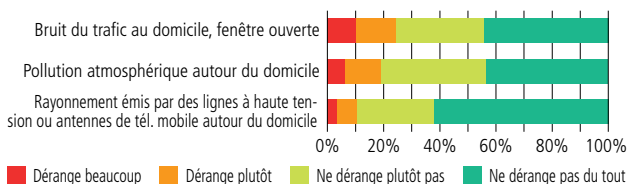


1 Exemple de lecture: le degré de menace a été évalué pour 94% des 87 espèces de mammifères. Les données sont insuffisantes pour les 6% restants.

La Suisse abrite environ 46 000 espèces de plantes, de champignons ou d'animaux. 35% des espèces étudiées sont inscrites sur les listes rouges des espèces menacées, disparues ou éteintes.

Perception des conditions environnementales au domicile en 2015

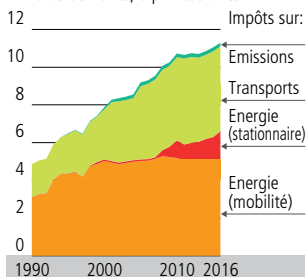
Part de la population



En 2015, le bruit du trafic au domicile, fenêtre ouverte, était ressenti comme très dérangeant ou plutôt dérangeant par 24% de la population. 19% de la population était de cet avis pour ce qui est de la pollution atmosphérique autour du domicile et 10% en ce qui concerne le rayonnement émis par des lignes à haute tension ou des antennes de téléphonie mobile. Ces perceptions correspondent pratiquement à celles observées en 2011.

Recettes des impôts liés à l'environnement

Milliards de francs, à prix courants

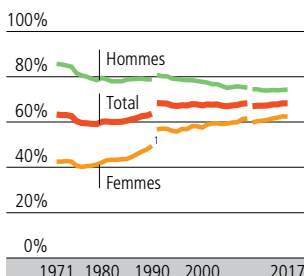


Les impôts liés à l'environnement ont pour effet d'augmenter les prix des biens et services dommageables pour l'environnement, incitant les consommateurs et les producteurs à tenir compte des conséquences de leurs décisions. En 2016, les recettes de ces impôts correspondaient à 6,2% du total des recettes des impôts et contributions sociales.

► www.statistique.admin.ch →

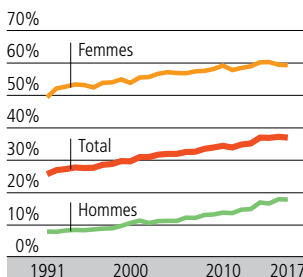
Trouver des statistiques → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente (15+)

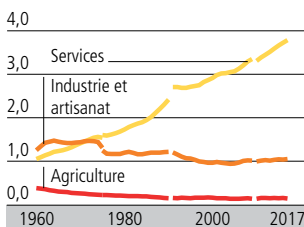


1 Depuis 1991, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1975 respectivement 1991 et 2010 nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers
2^e trimestre

	2016	2017
Total	4 592	4 641
Indépendants	609	596
Collaborateurs familiaux	92	97
Salariés	3 681	3 741
Apprentis	211	207

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

2 ^e trimestre	1991	2000	2005	2010	2015	2017
Total	4 042	4 014	4 126	4 477	4 885	5 010
Suisses	3 014	3 069	3 094	3 268	3 398	3 452
Etrangers	1 028	944	1 032	1 209	1 487	1 557
Autorisat. d'établissement	534	569	557	584	687	724
Autorisation de séjour	172	175	228	337	433	445
Saisonniers ¹	85	25	—	—	—	—
Frontaliers	183	140	176	228	295	314
Autorisat. de courte durée	21	20	53	42	46	44
Autres étrangers	34	15	18	17	26	30
Hommes	2 370	2 265	2 284	2 472	2 659	2 733
Femmes	1 672	1 749	1 842	2 006	2 226	2 276

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte progression de l'activité féminine

Entre 2012 et 2017, la progression des femmes actives occupées était plus marquée que celle des hommes actifs occupés (+8,3% à 2,276 millions resp. +7% à 2,738 millions). L'importance du temps partiel s'accroît aussi depuis des années. En 2017, 59% des femmes exerçaient une activité à temps réduit (2012: 58,2%). La part d'hommes à temps partiel s'élevait à 17,6%, mais elle a également progressé (+3,1 points de pourcentage par rapport à 2012). L'essor de l'activité féminine et du temps partiel ont certainement été favorisés par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,5% des femmes étaient occupées dans le secteur tertiaire en 2017 (hommes: 66,8%) et les emplois à temps partiel se concentrent dans le secteur tertiaire (9 emplois à temps partiel sur 10).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, sa proportion a atteint 30,8% en 2016. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 38,5% des actifs occupés (2016), contre 29,4% dans le tertiaire.

En 2016, 78,6% des actifs occupés étrangers sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. Parmi la population résidente permanente, deux tiers des ressortissants de l'UE sont de nationalité allemande (24,2%), italienne (20,8%) ou portugaise (20,8%).

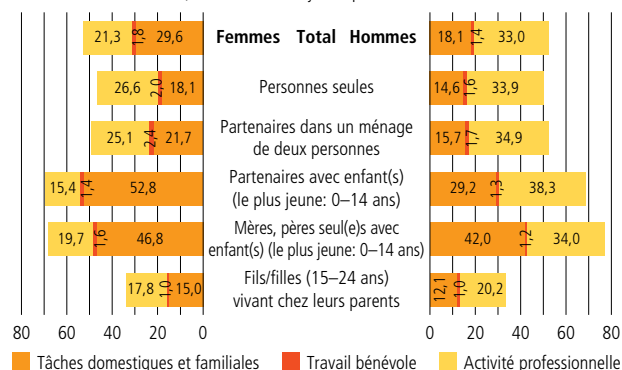
Taux de chômage¹ par grandes régions et autres caractéristiques

2 ^e trimestre	2005	2010	2015	2016	2017
Suisse	4,4	4,6	4,4	4,6	4,4
Région lémanique	6,5	7,0	6,7	7,6	8,0
Espace Mittelland	4,0	4,6	3,7	4,1	3,6
Suisse du Nord-Ouest	4,1	4,7	3,8	4,4	4,0
Zurich	4,2	4,0	4,3	3,5	3,4
Suisse orientale	3,8	3,7	3,7	3,9	3,4
Suisse centrale	2,9	3,1	3,4	3,2	2,5
Tessin	6,1	5,2	6,5	6,7	6,8
Hommes	3,9	4,3	4,3	4,5	4,0
Femmes	5,1	5,1	4,6	4,8	4,8
Suisses	3,2	3,5	3,1	3,3	3,1
Étrangers	8,9	8,5	8,2	8,2	7,9
15–24 ans	8,8	7,5	6,9	6,9	6,9
25–39 ans	4,4	5,2	4,8	4,8	4,7
40–54 ans	3,3	3,8	3,9	4,3	4,0
55–64 ans	3,7	3,4	3,5	4,1	3,7

¹ Taux de chômage au sens du BIT

Temps consacré à l'activité professionnelle et au travail domestique et familial, en 2016

Selon la situation familiale, en heures en moyenne par semaine¹



¹ Seulement personnes en âge d'exercer une activité professionnelle (femmes 15–63, hommes 15–64 ans)

Participation au travail bénévole, en 2016

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Total	Informel	Organisé
Total	42,7	31,7	19,5
Hommes	41,4	28,4	21,7
Femmes	44,0	34,9	17,4

Salaire mensuel brut¹ selon les grandes régions, économie totale, en 2014

Médiane, en francs

	Total	Position professionnelle ²			
		a	b	c	d
Suisse	6 427	10 238	8 202	6 873	5 856
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 497	10 833	8 598	6 949	5 899
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	6 358	9 629	7 533	6 892	5 937
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 578	10 455	8 667	7 269	5 975
Zürich (ZH)	6 810	11 482	9 260	7 460	5 988
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	6 027	8 653	7 333	6 200	5 537
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	6 352	9 618	7 706	6 507	5 850
Tessin (TI)	5 485	8 666	6 400	5 707	5 136

Salaire mensuel brut¹, secteurs privé et public, en 2014

Médiane, en francs

	Total	Niveau de compétences ³			
		e	f	g	h
Economie totale	6 427	4 952	5 460	6 924	8 650
Secteur privé	6 189	4 900	5 369	6 771	8 482
Secteur public	7 665	5 598	6 485	7 428	9 034

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail

2 Position professionnelle

a = cadre supérieur et moyen

b = cadre inférieur

c = responsable de l'exécution de travaux

d = sans fonction de cadre

3 Niveau de compétences

e = Tâches physiques ou manuelles simples

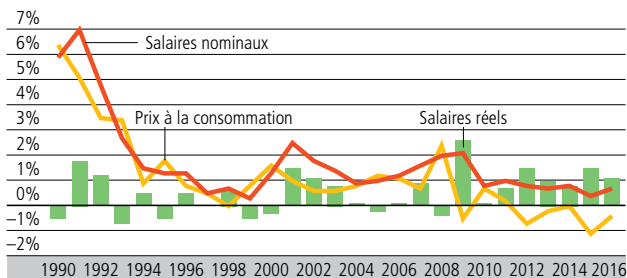
f = Tâches pratiques telles que la vente, les soins, le traitement de données et les tâches administratives, l'utilisation de machines et d'appareils électroniques, les services de sécurité, la conduite de véhicules

g = Tâches pratiques complexes nécessitant un vaste ensemble de connaissances dans un domaine spécialisé

h = Tâches qui exigent une capacité à résoudre des problèmes complexes et à prendre des décisions fondées sur un vaste ensemble de connaissances théoriques et factuelles dans un domaine spécialisé

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

Variation par rapport à l'année précédente, en %



Evolution des salaires réels

Indice 1939 = 100

	1980	1990	2000	2010	2015	2016
Total	254	272	279	298	315	319
Hommes	241	257	264	280	296	299
Femmes	279	302	311	336	357	361

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Travail et rémunération

Le commerce extérieur soutient la croissance du PIB en 2016

L'activité économique en Suisse en 2016, mesurée par le PIB, a enregistré une légère accélération de sa croissance à 1,4% après la valeur de 1,2% mesurée en 2015 (variation aux prix de l'année précédente). Sans prise en compte de l'or non monétaire, le solde de la balance des biens et services augmente de 11,3% en 2016. Cette évolution s'explique aussi bien par la forte amélioration du solde de la balance des services que de celle du solde de la balance des biens. Alors que le solde de la balance des services a augmenté de 17,5%, celui de la balance des biens (sans l'or non monétaire) s'est accru de 8,5%. La hausse des exportations est imputable principalement aux services aux entreprises et aux revenus de licences pour les services ainsi qu'à l'activité des industries chimique et pharmaceutique pour les biens.

Toujours côté demande, la consommation finale des ménages enregistre une hausse modérée (+1,5% contre +1,8% en 2015), ne reflétant que partiellement l'amélioration du climat de consommation qui, due aux meilleures perspectives quant à l'évolution de la situation économique, est apparue en fin d'année.

En ce qui concerne l'approche par la production, l'industrie manufacturière retrouve une croissance plus solide (+1,8%) après avoir souffert suite à l'abandon du taux plancher EUR/CHF en 2015 (+0,4%). Quant au secteur financier (banques et assurances), après un ralentissement de sa croissance en 2014 et 2015, il enregistre une baisse de 2,9%.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 ^p	2016 ^p
PIB	2,2	-2,2	3,0	1,7	1,0	1,9	2,4	1,2	1,4
Dépense de consommation finale	1,4	1,6	1,6	0,9	2,2	2,6	1,4	1,7	1,5
Formation brute de capital	5,5	4,1	-5,4	11,9	-9,7	-9,8	5,8	4,4	-2,9
Exportations de biens et de services	3,9	-10,0	12,8	4,9	1,1	15,2	-6,2	2,4	6,5
Importations de biens et de services	4,9	-3,8	8,1	9,2	-2,6	13,5	-7,7	4,7	6,0

PIB en milliards de francs, à prix courants	600	589	609	621	626	638	650	654	659
---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Importance des relations avec le reste du monde

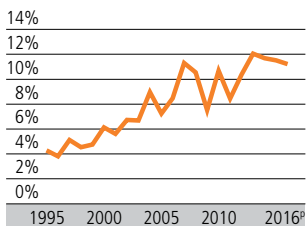
A partir de 1997, le commerce extérieur a joué un rôle moteur dans la croissance du PIB. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui a conduit à une contribution du commerce extérieur négative.

Depuis la crise financière de 2008, l'apport du commerce extérieur à la croissance du PIB est devenu plus erratique. En 2016, cette contribution est positive. Sur la plus longue durée, l'importance croissante du reste du monde s'observe également en considérant les revenus de la propriété encaissés de l'étranger qui jouent ainsi un rôle croissant dans la détermination du revenu national brut (RNB), généralement

plus dynamique que le PIB. Les années 2008 et 2011 se distinguent fortement avec un RNB exceptionnellement moins dynamique en relation avec les pertes enregistrées par les filiales des banques suisses à l'étranger en 2008 et des effets de change en 2011. En 2016 le RNB enregistre une baisse de 0,7% (2015 : +2,6%). Cette évolution est principalement due à une diminution importante des revenus de la propriété reçus de l'étranger (-16,1%) qui n'est que partiellement compensée par la baisse des revenus de la propriété versés à l'étranger (-13,5%). La réduction des revenus de la propriété reçus de l'étranger s'explique par une forte contraction des revenus des investissements directs.

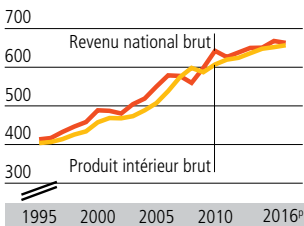
Poids de la contribution extérieure dans le PIB

à prix courants



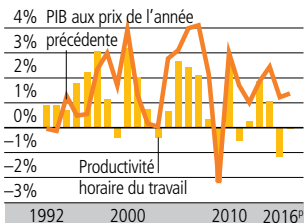
PIB et RNB à prix courants

en milliards de francs suisses



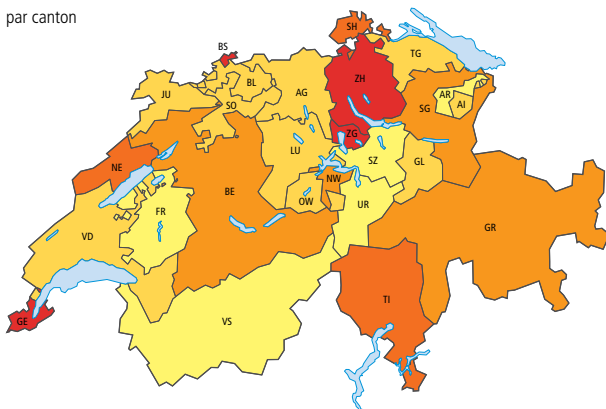
Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par heure de travail.

Taux d'évolution annuel



Produit intérieur brut par habitant, en 2015

par canton

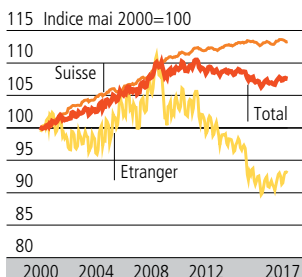
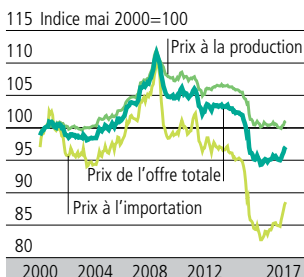


Produit intérieur brut par habitant à prix courants, en francs

< 60 000
 ≥ 60 000
 ≥ 70 000
 ≥ 80 000
 ≥ 90 000
 CH: 85 121

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2013	2014	2015	2016	2017
Total	-0,2	0,0	-1,1	-0,4	0,5
Alimentation et boissons non-alcoolisées	1,2	0,9	-0,8	0,4	0,4
Boissons alcoolisées et tabacs	1,3	1,0	0,0	-0,5	0,5
Habillement et chaussures	-3,7	-1,3	0,3	1,3	2,8
Logement et énergie	0,1	1,0	-0,6	-0,1	1,2
Équipement ménager et entretien courant	-1,6	-1,0	-2,1	-2,2	-1,8
Santé	-0,9	-0,9	-0,4	-0,4	-0,5
Transport	-0,9	-1,2	-4,4	-2,4	1,5
Communications	-2,3	-2,3	-0,9	-1,5	-1,6
Loisirs et culture	0,0	0,1	-2,0	0,8	1,0
Enseignement	1,7	1,6	1,2	0,8	0,9
Restaurants et hôtels	0,7	0,7	0,0	-0,2	0,4
Autres biens et services	0,6	-0,8	-0,8	-1,8	-0,4

Prix à la consommation selon la provenance des biens**Indice des prix à la production et à l'importation****Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2016**

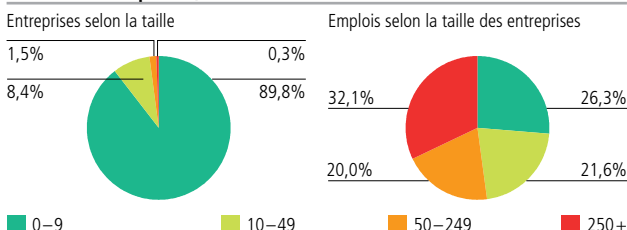
EU-28 = 100

	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	154	106	110	98
Consommation individuelle effective	168	103	106	101
Alimentation et boissons non-alcoolisées	172	106	112	111
Boissons alcoolisées et tabacs	128	94	104	98
Habillement et chaussures	139	103	103	103
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	182	108	113	91
Ameublement, équipement ménager et entretien	131	101	103	106
Santé	203	103	99	122
Transport	122	105	104	99
Communications	125	99	100	109
Loisirs et culture	160	102	107	101
Enseignement	229	111	105	93
Hôtels, cafés et restaurants	167	109	117	105
Autres biens et services	168	99	103	99
Consommation collective effective	183	120	127	109
Formation brute de capital fixe	140	117	114	84
Machines et appareils	112	100	103	97
Construction	187	137	124	76
Logiciels	104	99	100	108

Plus de 99% des entreprises sont des PME

En Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME, c'est-à-dire des petites et moyennes entreprises avec moins de 250 emplois. La proportion de micro-entreprises (de 1 à 9 emplois) en 2015 est plus élevée dans le secteur des services (90,7%) que dans le secondaire (79,9%). En conséquence, la taille moyenne des entreprises est plus petite dans le tertiaire (7,2 emplois) que dans le secondaire (12 emplois). Les PME représentent plus de deux tiers des emplois, les grandes entreprises (à partir de 250 emplois) environ un tiers. Un peu plus d'un quart des emplois (26,3%) se trouvent dans des micro-entreprises et plus d'un cinquième (21,6%) dans des entreprises comptant de 10 à 49 emplois. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois se situait à 71,5% en 2015. Au sein des entreprises marchandes on dénombrait près de 160 000 emplois dans le secteur primaire, 1 091 100 dans le secondaire et 3 133 500 dans le tertiaire. Au sein des activités marchandes, les branches comptant le plus grand nombre d'emplois sont les activités pour la santé humaine (385 700 emplois) et le commerce de détail (348 200).

Taille des entreprises¹, en 2015



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée selon le nombre d'emplois

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

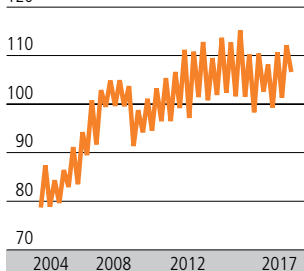
selon la NOGA 2008, en milliers	2015	
	Entreprises	Emplois
Total	582,0	4 384,2
Secteur primaire	54,6	159,6
Secteur secondaire	90,9	1 091,1
dont:		
Industries alimentaires, de la boisson et du tabac	4,3	97,8
Industries du textile, de l'habillement et du cuir	2,9	15,4
Industries du bois et du papier; imprimerie	10,0	70,1
Industrie pharmaceutique	0,3	45,1
Fabrication de produits métalliques	7,6	85,0
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,1	111,5
Fabrication d'équipements électriques	0,8	34,4
Production et distribution d'énergie	0,8	30,4
Construction de bâtiments et génie civil	8,9	109,8
Secteur tertiaire	436,4	3 133,5
dont:		
Commerce de gros	24,3	230,7
Commerce de détail	35,8	348,2
Hébergement	5,6	74,9
Restauration	23,4	165,3
Programmation, conseil et autres activités informatiques	16,0	87,7
Activités des services financiers	6,4	195,2
Activités d'architecture et d'ingénierie	24,7	124,7
Activités de services administratifs et de soutien	3,7	20,9
Santé humaine et action sociale	55,4	385,7

Créations d'entreprises, en 2015

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	En %	Emplois à plein temps créés	En %
Total	39 526	100,0	54 623	100,0
Secteur secondaire	5 035	12,7	8 257	15,1
Industrie et énergies	1 890	4,8	2 632	4,8
Construction	3 145	8,0	5 625	10,3
Secteur tertiaire	34 491	87,3	46 366	84,9
Commerce et réparations	4 722	11,9	6 547	12,0
Transports et entreposage	964	2,4	1 413	2,6
Hébergement et restauration	1 249	3,2	2 750	5,0
Information et communication	2 289	5,8	3 145	5,8
Activités financières et assurances	1 492	3,8	2 227	4,1
Activités immobilières et de services	3 684	9,3	5 675	10,4
Activités spécialisées et scientifiques	8 242	20,9	10 183	18,6
Enseignement	1 857	4,7	2 112	3,9
Santé et action sociale	4 403	11,1	5 468	10,0
Arts et activités récréatives	2 173	5,5	3 015	5,5
Autres activités de services	3 416	8,6	3 831	7,0

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 2010=100



La production dans le secteur secondaire (industrie et construction) a dans l'ensemble progressé de 26,8% entre 2004 et 2016. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. De plus, l'économie suisse a été affectée par la crise financière en 2007, puis, début 2015, par la décision de la Banque nationale suisse d'abandonner le taux plancher du franc suisse face à l'euro. Cette décision a conduit à un renchérissement des produits suisses par rapport à ceux de l'étranger et, partant, à un recul des ventes de l'industrie essentiellement exportatrice. Si toutes les branches ont essuyé des pertes dans la production en 2015 par rapport à 2014, la situation s'est améliorée pour certaines branches l'année suivante; la production s'est donc globalement stabilisée pour le secteur secondaire en 2016.

Emploi

De 2004 à 2016, le nombre d'emplois a augmenté de 2,4% dans le secteur secondaire (construction non comprise). Entre le 1^{er} trimestre 2006 et le 3^e trimestre 2008, l'emploi a connu un essor vigoureux. Mais la crise financière a coupé cet essor et le nombre d'emplois au 1^{er} trimestre 2010 est revenu au niveau qu'il atteignait au 4^e trimestre 2006. La situation dans l'industrie s'est légèrement améliorée jusque vers le milieu de 2012 avant de se détériorer à nouveau faiblement. Le nombre d'emplois a un peu diminué jusqu'au 2^e trimestre 2013 et a connu une évolution semblable en 2015 et 2016.

De 2004 à 2016, l'emploi dans la construction a progressé de 15%. Dans le même temps, il a augmenté de 21% dans le secteur tertiaire. La hausse a été particulièrement forte entre 2006 et 2008, de même que de 2011 à 2013.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

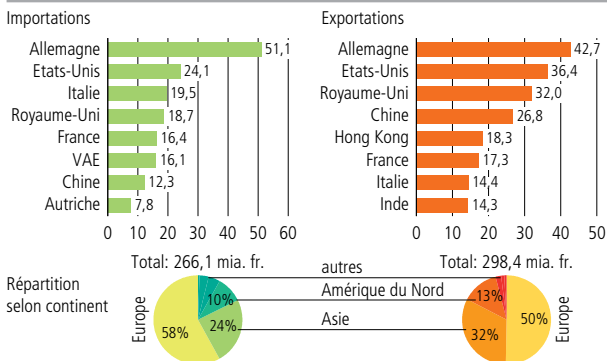
		2012	2013	2014	2015	2016
Total	nominal	1,0	0,3	0,1	-3,2	-1,9
	réel	3,4	1,5	1,0	-1,4	-1,2
dont:						
Alimentation, boissons,	nominal	0,8	1,1	1,3	-1,4	0,2
produits du tabac	réel	1,4	-0,1	0,4	-0,7	0,0
Produits non alimentaires	nominal	0,6	-0,3	-0,1	-3,2	-3,3
(sans carburants)	réel	3,7	2,0	1,6	-0,7	-1,6
Carburants	nominal	6,2	1,2	-4,0	-14,4	-5,2
	réel	1,8	3,3	-0,9	-1,0	0,3
Total hors carburants	nominal	0,7	0,3	0,4	-2,4	-1,6
	réel	3,2	1,5	1,2	-0,8	-1,0

Commerce de détail

Après avoir connu de fortes hausses des chiffres d'affaires pendant des années (2002–2008), le commerce suisse de détail a un peu décliné en 2009 suite à la crise financière globale. Les hausses toujours plus faibles des chiffres d'affaires ont pris fin brusquement en 2015 en raison de l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro et du renchérissement des produits suisses qui a suivi, ce qui a entre autres entraîné un accroissement du tourisme d'achat. Le recul des chiffres d'affaires s'est poursuivi en 2016, bien que plus modestement.

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2016

en milliards de francs

**Commerce extérieur: les principaux biens**

en millions de francs

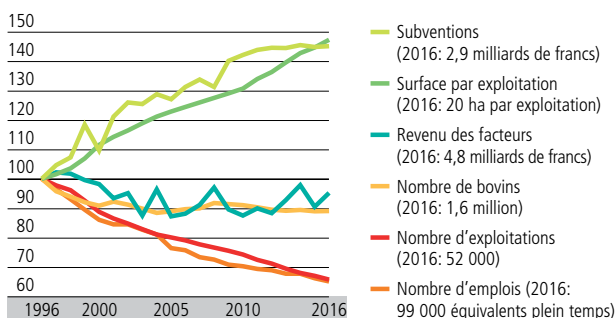
	Importations			Exportations		
	2000	2015	2016	2000	2015	2016
Total	139 402	243 772	266 137	136 015	279 155	298 408
dont:						
Denrées alimentaires, bois- sons et tabacs	7 197	9 846	10 132	3 239	8 125	8 355
Textiles, habillement, chaussures	8 905	8 826	9 516	3 891	3 151	3 466
Produits chimiques	21 899	38 769	43 627	35 892	84 685	94 277
Métaux	10 735	12 887	12 997	10 892	11 794	12 114
Machines, électronique	31 583	28 481	28 653	37 137	31 056	31 080
Véhicules	14 903	16 878	19 080	3 054	5 870	5 087
Horlogerie	1 622	3 847	3 863	10 297	21 535	19 407

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services

Les surfaces agricoles (alpages compris) couvrent 36% de la superficie de la Suisse. De 1985 à 2009, elles se sont réduites de 850 km², perte qui correspond à peu près à la superficie du canton du Jura. Les forêts et autres surfaces boisées occupent 31% du territoire suisse. Le paysage est donc largement façonné par l'agriculture et la sylviculture. Non seulement ces activités produisent des aliments, des matériaux de construction ou de l'énergie renouvelable, mais elles sont aussi importantes pour le maintien d'une activité économique décentralisée, pour la protection de la diversité paysagère et la biodiversité. En 2016, la part cumulée de ces deux branches à la valeur ajoutée brute de l'économie suisse était de 0,7%.

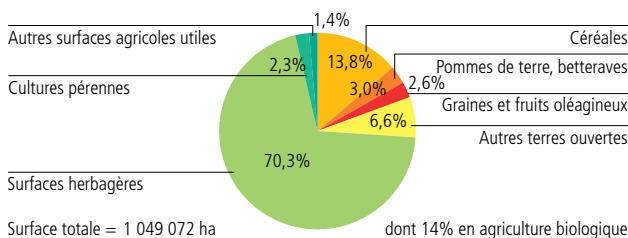
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2016

sans les alpages

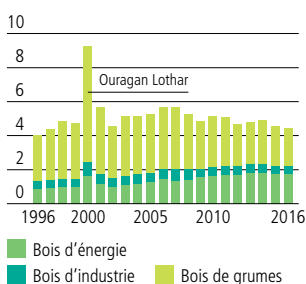


Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2016

	en %
Produits végétaux	40,5
Céréales	2,9
Plantes fourragères	9,5
Produits maraîchers et horticoles	13,5
Fruits et raisin	5,5
Vins	4,6
Autres produits végétaux	0,8
Animaux et produits animaux	48,4
Bovins	13,6
Porcins	8,7
Lait	19,9
Autres animaux et produits animaux	0,1
Services agricoles	7,0
Activités secondaires non agricoles	4,1

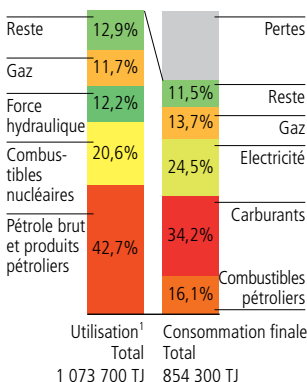
¹ Valeur totale = 10,2 milliards de francs

Récolte de bois

en millions de m³


► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Agriculture et sylviculture

Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2016

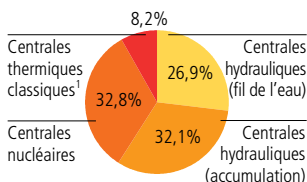


¹ Sans le solde importateur d'électricité (1,3%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, à moins d'être compensée par une meilleure efficacité énergétique. En 2016, les transports représentaient le principal agent consommateur d'énergie, avec environ 36% de la consommation d'énergie finale. 65% de la consommation d'énergie finale ont été couverts par les énergies fossiles et 22,1% l'ont été par les énergies renouvelables, principalement l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2016



Total: 61,6 milliards kWh

¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

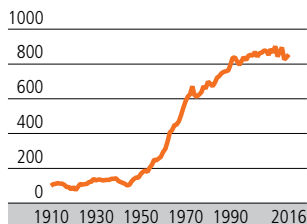
Energies renouvelables, en 2016

Part de la consommation finale en %

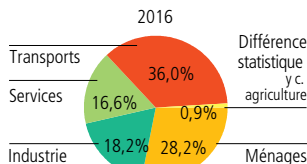
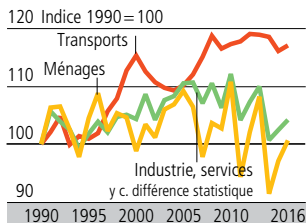
Total	22,15
Force hydraulique	12,26
Energie solaire	0,81
Chaleur ambiante	1,86
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,96
Energie éolienne	0,04
Part renouvelable des déchets	1,48
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,20
Carburants biogènes	0,53

Consommation finale d'énergie

en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Thèmes → Statistiques de l'énergie

Dépenses dans la construction

en millions de francs, aux prix de 2000

	1980	1990	2000	2010	2015
Total	34 198	47 588	43 708	49 240	55 787
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 958	18 380
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 649	10 774
dont routes	...	...	5 221	4 739	4 701
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 309	7 606
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 281	37 407
dont logements	...	...	17 147	22 995	25 725

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2015
Nouveaux bâtiments à usage d'habitation	20 806	16 162	16 962	14 736	13 433
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	7 543
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	53 126
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	1 411
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	9 399
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	16 015
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	16 040
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	10 261

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2016
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 420 829
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	1,45 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

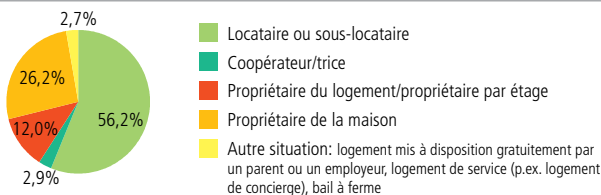
2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

La maison individuelle reste la catégorie de bâtiment la plus importante

De 1970 à 2016, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 57%. Par contre en 2016 le nombre de nouvelles maisons individuelles a diminué de 10% par rapport à l'année précédente.

Augmentation constante du taux de propriété depuis 1970

A fin 2016 sur l'ensemble de la Suisse 38,2% des ménages, soit 1 405 264 ménages, sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Depuis 1970, ce taux est en augmentation constante (1970: 28,5%; 1980: 30,1%; 1990: 31,3%; 2000: 34,6%). C'est dans la catégorie de la propriété par étage que cette croissance est la plus forte, passant de 237 700 ménages en 2000 à 442 042 en 2016 (+86%). Toutefois, les ménages possédant la maison dans laquelle se trouve leur logement représente toujours la majorité des propriétaires (2000: 809 700; 2016: 963 222).

Statut d'occupation des logements occupés, en 2016

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Construction, logement

Principaux indicateurs du tourisme

	2014	2015	2016
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	272 636	273 507	271 710
Logements de vacances	...	...	163 045
Hébergements collectifs	...	...	123 208
Terrains de camping	125 943	124 284	123 343

Demande: nuitées en milliers

Hôtels et établissements de cure	35 934	35 628	35 533
Logements de vacances	...	...	6 808
Hébergements collectifs	...	...	5 270
Terrains de camping	2 673	2 657	2 786

Durée de séjour nuits

Hôtels et établissements de cure	2,1	2,0	2,0
Logements de vacances	...	...	6,7
Hébergements collectifs	...	...	2,6
Terrains de camping	3,2	3,0	2,9

Taux brut d'occupation des hôtels et établissements de cure

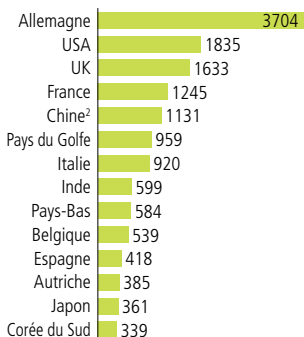
en % des lits recensés ¹	36,1	35,7	35,7
-------------------------------------	------	------	------

Balance touristique en millions de francs

Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	16 319	15 793	16 019
Dépenses des Suisses à l'étranger	15 444	15 675	16 271
Solde	875	117	-252

1 Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

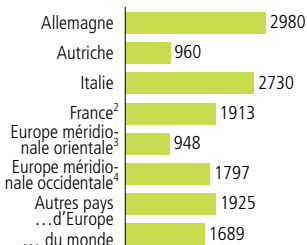
Nuitées effectuées par les hôtes de l'étranger en Suisse¹, en 2016



1 en milliers, sans la parahôtellerie

2 sans Hong Kong

Destinations des voyages à l'étranger des Suisses¹, en 2016



1 Population résidente permanente, voyages à l'étranger avec nuitées en milliers; total: 14,9 millions

2 Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco

3 Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovaquie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine

4 Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Comportement en matière de voyages

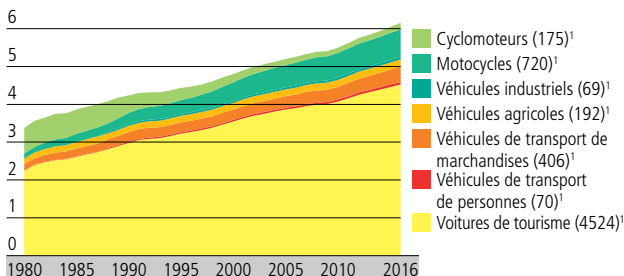
90,6% des personnes dès 6 ans vivant en Suisse ont accompli en 2016 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 3 voyages avec nuitées et 10,2 voyages d'une journée. Plus de la moitié (58%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 67% des voyages avec nuitées et 10% des voyages d'un jour.

Infrastructure

Près d'un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure sont consacrées aux transports (selon la statistique de la superficie 2004/2009). En 2016, le réseau routier s'étendait sur 1840 km pour les routes nationales (dont 1447 km d'autoroutes), 17 854 km pour les routes cantonales et 51 846 km pour les routes communales. La longueur du réseau de chemins de fer était de 5196 km en 2015.

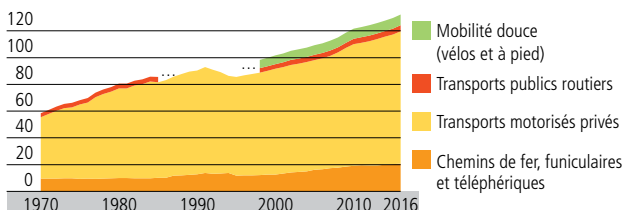
Parc des véhicules routiers motorisés

en millions



Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2015

Moyenne par personne¹ et par jour, en Suisse

	Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,8	82,2
Motifs de déplacement		
Travail et formation	10,8	20,2
Achats	4,8	11,5
Loisirs	16,3	42,2
Déplacements professionnels	2,6	3,8
Services et accompagnement	1,8	3,4
Autres	0,7	1,1

	Distance en km	Durée en min. ²
Moyens de transport		
À pied	1,9	29,8
Vélo	0,8	4,0
Vélo électrique	0,1	0,3
Motocycle (y c. cyclomoteur)	0,5	1,0
Voiture	23,8	33,9
Bus (y c. car postal)	1,1	3,4
Train	7,5	6,7
Autres	0,7	1,8

1 Population résidente permanente de la Suisse âgée de 6 ans et plus

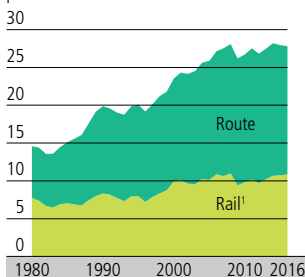
2 Sans les temps d'attente et de correspondance

Les déplacements pendulaires

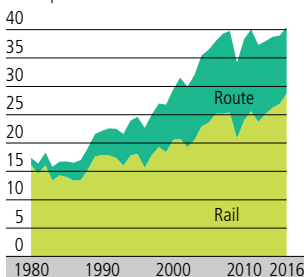
En 2016, 9 personnes actives occupées sur 10 étaient des pendulaires, autrement dit des personnes qui quittent leur domicile pour se rendre au travail. Environ 71 % des pendulaires travaillaient en dehors de leur commune de domicile et 20 % en dehors de leur canton de domicile.

Prestations du transport de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an



A travers les Alpes, en millions de tonnes nettes par an

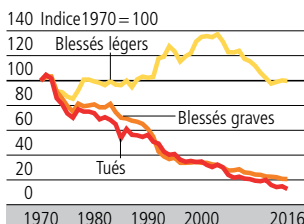


1 Tonnes-kilomètres nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes d'accidents par mode de transport, en 2016

Trafic routier	
Tués	216
Blessés graves	3 785
Blessés légers	17 607
Trafic ferroviaire	
Tués	22
Aviation civile	
Tués	5

Victimes d'accidents de la route



Coûts et financement des transports

En 2014, le transport routier motorisé et le transport ferroviaire ont engendré, en Suisse, des coûts totaux de 85,5 milliards de francs. Ce chiffre comprend non seulement les dépenses pour les infrastructures et les moyens de transport, mais aussi les coûts des accidents et des dommages causés à l'environnement et à la santé.

Coûts et financement des transports, en 2014

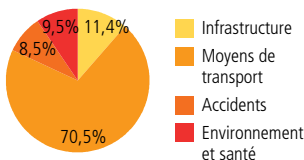
	Mia. fr.	%
Coûts totaux	85,5	100
Transport de personnes	64,0	75
Transport routier motorisé	55,4	65
Transport ferroviaire	8,6	10
Transport de marchandises	21,5	25
Transport routier	19,6	23
Transport ferroviaire	1,9	2

Financement par les usagers

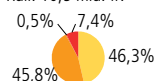
Transport routier	67,1	89
Transport ferroviaire	4,8	46

Coûts du transport par type de coûts, en 2014

Transport routier motorisé: 75,0 mia. fr.



Rail: 10,5 mia. fr.



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Mobilité et transports



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants (début de l'année) en milliers	2016 ⁴	8 327	82 176	10 784
Habitants par km ²	2015 ⁴	207	229	82
Pourcentage des moins de 20 ans	2016 ⁴	20,1	18,3	19,4
Pourcentage des plus de 64 ans	2016 ⁴	18,0	21,1	21,3
Population étrangère, en % de la population	2016 ⁴	24,6	10,5	7,4
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2015	10,5	9,1	8,5
Naissances hors mariage en %	2015	22,9	35,0	8,8
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2015	85,1	83,1	83,7
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2015	80,8	78,3	78,5
Surface totale en km ²	2009 ⁵	41 285	357 113	120 168
Surface agricole en % de la surface totale	2009 ⁵	36,9	51,7	35,4
Surface forestière en % de la surface totale	2009 ⁵	30,8	33,9	33,4
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2015 ⁵	5,8	11,0	8,9
Taux d'actifs occupés	2016	83,9	77,9	68,2
Femmes	2016	79,5	73,6	60,4
Hommes	2016	88,2	82,2	76,2
Taux de chômage au sens du BIT (15–74)	2016	5,5	4,1	23,6
Femmes	2016	5,4	3,8	28,1
Hommes	2016	5,5	4,5	19,9
15–24 ans	2016	8,5	7,1	47,3
Chômeurs de longue durée au sens du BIT (15–74) en % des chômeurs	2016	35,9	40,8	72,0
Produit intérieur brut, par habitant, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2016	47 000	36 000	19 700
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2017	0,6	1,7	1,1
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2015	3,1	3,8	2,3
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2015	20,9	12,2	11,3
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2016	32,6	21,7	74,0
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2015 ⁵	535,0	540,0	...
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2015 ⁵	31	43	73
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2015	27,6	29,2	26,5
Coûts du système de santé en % du PIB	2015	11,9	11,2	8,4
Mortalité infantile ²	2015	3,9	3,3	4,0
Jeunes (18–24) sans formation post-obligatoire en %	2016	26,9	35,7	13,6
Personnes (25–64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2016	41,2	28,3	30,2
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2014	5,0	4,6	...
Taux de risque de pauvreté ³	2016	7,3	9,5	14,0
Médiane du revenu disponible équivalent, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2016	27 087	21 210	8 828
Coût du logement en % du revenu disponible des ménages	2016	24,6	27,4	41,9









1 A la naissance

2 Enfants décédés dans leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

3 En % de tous les actifs occupés

4 Au 1^{er} janvier

5 Au 31 décembre

							
Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	EU-28
46 440	66 760	60 666	16 979	8 690	9 851	65 383	510 279
93	105	201	503	105	24	269	117
19,8	24,6	18,4	22,5	19,6	22,7	23,5	20,9
18,7	18,8	22,0	18,2	18,5	19,8	17,9	19,2
9,5	6,6	8,3	4,9	14,4	7,8	8,6	...
9,0	12,0	8,0	10,1	9,8	11,8	12,0	10,0
44,5	59,1	30,0	49,8	...	54,7	47,9	...
85,7	85,5	84,9	83,2	83,7	84,1	82,8	83,3
80,1	79,2	80,3	79,9	78,8	80,4	79,2	77,9
493 501	548 763	301 392	37 357	83 920	449 159	244 436	...
52,9	54,2	51,4	55,0	38,2	8,1	65,1	...
31,9	31,7	33,2	11,9	47,0	66,0	14,8	...
7,2	6,8	7,1	11,5	9,1	5,5	7,7	8,4
74,2	71,4	64,9	79,7	76,2	82,1	77,3	72,9
69,2	67,6	55,2	75,0	71,7	80,2	72,2	67,3
79,2	75,4	74,8	84,4	80,7	83,9	82,5	78,6
19,6	10,1	11,7	6,0	6,0	6,9	4,8	8,6
21,4	9,9	12,8	6,5	5,6	6,5	4,7	8,8
18,1	10,3	10,9	5,6	6,5	7,3	5,0	8,4
44,4	24,6	37,8	10,8	11,2	18,9	13,0	18,7
48,4	45,4	57,4	41,5	32,3	18,3	27,1	46,4
26 700	30 400	28 200	37 200	37 200	36 000	31 300	29 100
2,0	1,2	1,3	1,3	2,2	1,9	2,7	1,7
2,6	3,8	2,6	4,6	3,8	4,6	2,9	3,2
13,7	8,6	16,8	4,7	29,0	42,2	7,7	13,0
40,8	19,7	37,1	15,4	69,3	24,5	...	...
481,0	484,0	615,0	477,0	546,0	474,0	467,0	...
36	52	56	37	56	27	28	...
24,7	33,9	30,0	30,2	30,2	29,3	28,8	...
9,2	11,1	9,0	10,7	10,3	11,0	9,9	...
2,7	3,7	2,9	3,3	3,1	2,5	3,9	3,6
34,6	16,6	31,7	29,7	18,5	27,3	15,7	26,1
35,7	34,6	17,7	36,0	31,4	41,1	42,4	30,7
4,2	5,5	4,1	5,5	5,4	7,1	5,9	5,1
13,1	8,0	11,8	5,6	8,3	6,8	8,6	9,6
15 175	20 750	16 232	20 994	22 524	20 706	17 521	16 452
18,5	18,0	17,6	24,7	18,4	22,2	24,5	22,0

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2016

Catégories	Nombre d'établissements		Bilan en mio. de fr.	Bénéfice/ Perte	Effectifs en équivalents plein temps
	1990	2016			
Total	625	261	3 100 833	7 900	120 845
Banques cantonales	29	24	553 231	2 783	17 293
Grandes banques	4	4	1 454 808	1 793	50 399
Banques régionales, caisses d'épargne	204	62	116 141	418	3 845
Banques Raiffeisen	2	1	215 262	736	8 868
Autres banques	5	14	205 692	946	7 849
Succursales de banques étrangères	16	26	75 917	227	1 095
Banquiers privés	22	6	5 942	43	519

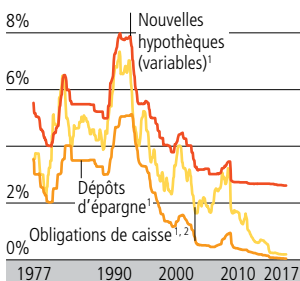
Structure du bilan des banques, en 2016

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	40,2
Liquidités	16,8
Créances sur les banques	8,7
Créances envers clients	18,5
Créances hypothécaires	31,2
Participations	4,2
Immobilisations	0,7
Autres	19,9
Passifs	
Total	100
dont étranger	44,5
Engagements envers les banques	11,4
Engagements résultant des dépôts de clientèle	57,1
Obligations de caisse	0,4
Prêts sur lettres de gage et emprunts	12,9
Autres	18,3

Prestations des assurances, en 2016

Versées en Suisse dans l'assurance directe

Branche d'assurance	Mio. de fr.	En %
Total	29 539	100
Vie	12 743	43,1
Maladie	7 793	26,4
Véhicules automobiles	3 506	11,9
Accidents	2 007	6,8
Responsabilité civile	937	3,2
Incendies	452	1,5
Autres	2 101	7,1

Taux d'intérêt

1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2013	2015	2017
\$ 1	0,927	0,963	0,985
¥ 100	0,951	0,795	0,878
€ 1	1,231	1,068	1,112
£ 1	1,450	1,471	1,268

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2016
en millions de francs

Branche d'assurance	Primes¹	Prestations¹
Total	127 292	82 781
Assurance-vie	32 606	30 549
Assurance-accidents/dommages	46 504	30 643
Réassurance	48 183	21 589

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Monnaie, banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de sécurité sociale

Le système suisse de sécurité sociale est structuré en trois niveaux:

Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et englobent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.

Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.

Enfin, le troisième niveau englobe l'aide sociale au sens large. L'aide sociale économique, appelée également aide sociale au sens strict, forme le dernier maillon du système de sécurité sociale. On ne peut y recourir que lorsque d'autres prestations, par exemple des assurances sociales, ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, l'aide sociale présuppose une situation de besoin. Elle n'est accordée qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale économique, toujours au troisième niveau, il existe d'autres prestations sous condition de ressources visant à prévenir la dépendance de l'aide sociale économique. Parmi ces dernières se trouvent les prestations complémentaires, les avances sur pensions alimentaires ainsi que les aides cantonales au logement, à la famille, aux chômeurs et aux personnes âgées/invalides.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2015, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 178 milliards de francs dont 162 milliards de francs pour les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (ce qui correspond au deuxième niveau du système de protection sociale).

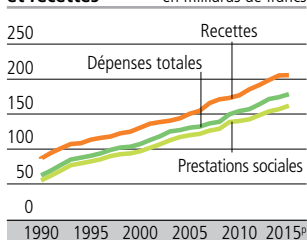
Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs sans doubles comptages

	1990	1995	2000	2010	2015 ^p
Dépenses totales	62,1	90,2	107,1	154,4	178,4
dont prestations sociales	55,2	82,1	96,6	139,9	161,9
Recettes	86,2	113,3	130,5	176,9	205,9
Dépenses totales par rapport au PIB	17,4	22,3	23,4	25,5	27,6

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2015^p

	en %
Vieillesse	42,9
Maladie/soins de santé	29,8
Invalidité	9,1
Survie	5,1
Famille/enfants	6,1
Chômage	3,7
Exclusion sociale	2,9
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie/soins de santé et l'invalidité absorbent ensemble plus des quatre cinquièmes des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2016

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2 285,5	PP: rentes d'invalidité	119,5
AVS: rentes survivants	181,8	AI: rentes d'invalidité	251,7
PC à l'AV ¹	201,1	AI: rentes complémentaires	72,4
PC à l'AS ¹	3,8	PC à l'AI	113,7
PP: rentes vieillesse	745,0	AA ² : rentes survivants	19,7
PP: rentes de veufs/veuves	188,0	AA ² : rentes d'invalidité	82,1
		AC ³	331,7

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Assurance-accidents

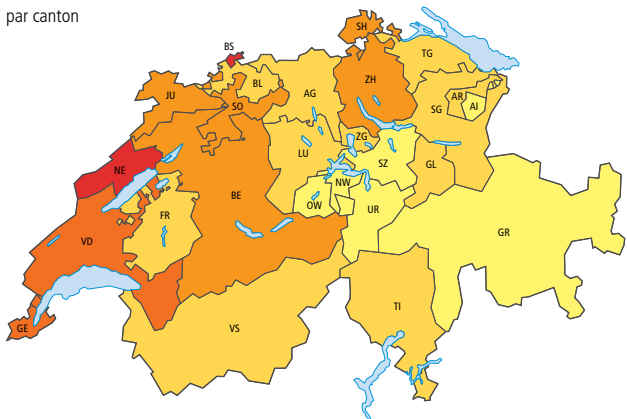
3 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 2091 à 3442 francs entre 2002 et 2016. En 2016, la prime annuelle moyenne se montait à 4040 francs par année pour les adultes, à 3555 francs pour les jeunes adultes et à 1039 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2016, cette prime atteint en moyenne 4625 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2482 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2016

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0
 CH: 3,3

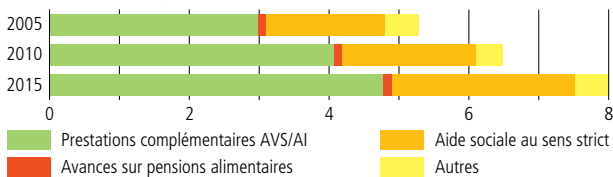
Hausse des dépenses d'aide sociale

En 2015, 8 milliards de francs nets ont été dépensés pour l'aide sociale au sens large en Suisse, soit environ 150 millions de francs de plus qu'en 2014 (+1,9%). 60% de ces dépenses étaient imputables aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (4,8 milliards de francs) et environ un tiers à l'aide sociale au sens strict (2,6 milliards de francs). Les autres prestations de l'aide sociale au sens large (aides aux personnes âgées et aux personnes invalides, aides aux chômeurs, aides à la famille, avances sur pensions alimentaires et aides au logement) ne représentaient ensemble que 7,3% des dépenses.

Les dépenses annuelles moyennes par habitant pour l'aide sociale au sens large ont atteint 958 francs, soit 0,8% de plus qu'en 2014. Les dépenses par bénéficiaire de l'aide sociale au sens strict ont augmenté de 0,7% entre 2014 et 2015, passant de 9786 francs à 9854 francs. L'aide sociale au sens large est financée principalement par les cantons. En 2015, ces derniers ont pris en charge 44,6% des dépenses nettes dans ce domaine; les communes en ont financé 36,9% et la Confédération 17,8%.

Dépenses nettes pour l'aide sociale au sens large

en milliards de francs (prix courants)



Les bénéficiaires de l'aide sociale

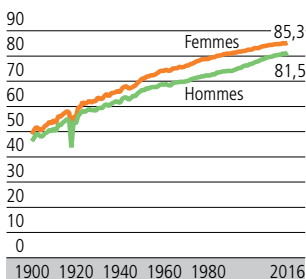
273 273 personnes, soit 3,3% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2016. On observe des disparités importantes entre régions: les grandes villes et celles de taille moyenne présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les personnes en fin de droit sont surreprésentées. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

Le taux d'aide sociale est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Il est le plus faible (0,2%) chez les personnes de 65 ans et plus, qui sont soutenues, en cas de besoin, par des prestations complémentaires.

Taux d'aide sociale, en 2016 en %

Total	3,3
Classes d'âge	
0–17 ans	5,3
18–25 ans	3,9
26–35 ans	3,9
36–45 ans	3,8
46–55 ans	3,4
56–64 ans	2,9
65–79 ans	0,2
80 ans et plus	0,3
Personnes de nationalité suisse	2,3
Hommes	2,4
Femmes	2,1
Personnes de nationalité étrangère	6,3
Hommes	6,0
Femmes	6,6

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 4,1 ans depuis 1991, chez les hommes de 7,4 ans (2016). Ces

derniers décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites d'accidents ou de morts violentes, de cancers du poumon et de cardiopathies ischémiques.

Etat de santé auto-évalué en 2012

En 2012, 84% des hommes et 81% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 4% des hommes et des femmes se disant en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne a été absente de son travail ou n'a pas pu exercer son activité habituelle durant 13 jours en 2012 à cause d'un problème de santé.

Maladies infectieuses¹, en 2016

Infections gastro-intestinales graves	9 222
Méningite	50
Hépatite B	44
Tuberculose	612
SIDA	55

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2016

	Hommes	Femmes
Professionnels	198 217	67 715
Non professionnels	313 017	217 575

Handicapés¹, en 2016

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 587	6 581
50–59%	15 690	16 055
60–69%	7 614	6 779
70–100%	88 694	73 603

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2015

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	32 646	34 960	547,0	367,0
dont:				
Maladies infectieuses	397	431	6,9	4,4
Tumeurs malignes	9 571	7 690	164,0	106,0
Appareil circulatoire	9 715	11 878	154,0	104,0
Cardiopathies ischémiques	4 001	3 372	64,4	29,4
Maladies cérébro-vasculaires	1 455	2 113	22,7	19,4
Appareil respiratoire, toute formes	2 315	2 299	36,7	22,6
Accidents et traumatismes	2 299	1 528	44,3	19,1
Accidents, toutes formes	1 419	1 179	25,9	12,2
Suicides	792	279	16,6	5,7

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2016
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,6

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2012

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. En 2012, environ 11 % des 15 à 39 ans consommaient du cannabis. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important: la population comptait en 2012 quelque 28 % de fumeurs, soit 24 % des femmes et 32 % des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, mais elles sont restées stables depuis la dernière enquête sur la santé, en 2007. La part des personnes consommant quotidiennement de l'alcool a reculé à 13 % en 2012 (1992: 20 %). 17 % des hommes et 9 % des femmes consomment de l'alcool quotidiennement.

Prestations, en 2012 en %¹

	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	70,9	85,7
Ont séjourné à l'hôpital	10,2	13,1
Aide et soins à domicile	1,3	4,2

¹ Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

pour 100 000 habitants

	1990	2016
Médecins ayant un cabinet ¹	153	219
Dentistes	48	50

¹ Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2016 en %¹

	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	10,4	8,5	12,4
60–79 ans	24,5	27,2	22,0
80+ ans	44,3	50,8	40,5

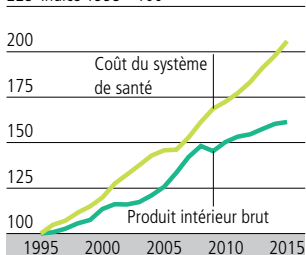
¹ du groupe de population concerné

Etablissements médico-sociaux en milliers

	2010	2016
Nombre de clients: total	138,9	154,0
dont:		
Clients ≥ 80 ans	105,7	116,3
Hommes	26,8	31,4
Femmes	78,9	84,9

Coûts de la santé

225 Indice 1995 = 100



En 2015, les dépenses pour la santé ont représenté 11,9 % du produit intérieur brut, contre 8,3 % en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.).

Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

en millions de francs 2005 2015

Total	55 073	77 754
Soins curatifs hospitaliers	12 665	15 385
Soins curatifs ambulatoires ¹	13 395	20 916
dont:		
Hôpitaux	3 112	6 284
Médecins ¹	6 035	9 312
Dentistes	3 310	4 068
Réadaptation	2 273	3 398
Soins de longue durée	11 010	15 128
Services auxiliaires ²	1 999	5 490
Biens de santé ³	9 945	12 628
dont:		
par les pharmacies	5 987	7 007
par les médecins	2 907	4 064
Prévention	1 379	1 873
Administration	2 407	2 937

¹ Résultat d'une extrapolation et non d'une estimation annuelle

³ P. ex. examens en laboratoire, radiologie, transport

² Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte dans le degré secondaire I deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes. Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: avec l'harmonisation de la scolarité obligatoire, la durée de la scolarité obligatoire passe de neuf à onze ans. Dans la majorité des cantons les deux années du cursus pré-primaire qui étaient jusque-là facultatives sont devenues obligatoires. Au-delà des réformes de la scolarité obligatoire, les structures existantes au niveau national ont été revues au cours des deux dernières décennies (introduction de nouveaux types de maturité, création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Ces réformes répondent à une demande de formation croissante.

Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes, en %		
	2000/01	2005/06	2015/16	2000/01	2005/06	2015/16
Total	1 441,7	1 496,1	1 588,8	47,8	48,1	48,5
Scolarité obligatoire	957,2	957,3	928,3	48,7	48,6	48,5
Préscolarité	156,4	156,1	170,6	48,5	48,4	48,7
Degré primaire	473,7	454,1	477,6	49,3	49,2	49,1
Degré secondaire I	278,5	298,4	249,0	49,7	49,6	49,1
Programmes spéciaux	48,6	48,7	31,1	37,9	37,7	35,1
Degré secondaire II	315,7	324,5	365,2	47,8	47,5	47,7
Degré tertiaire	160,5	204,7	295,4	41,9	46,8	49,6
Form. prof. supérieure	38,7	38,2	56,6	43,1	43,6	43,6
Hautes écoles universitaires	96,7	112,4	145,9	45,6	49,1	50,4
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	25,1	54,1	92,8	25,9	44,4	52,2

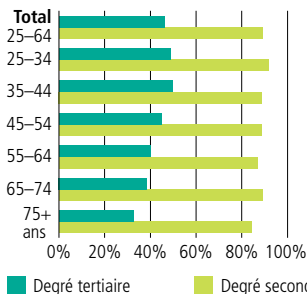
Réduction des différences entre les sexes

Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, presque autant de femmes que d'hommes commencent et terminent une formation postobligatoire. Alors que le rapport entre le nombre de femmes et d'hommes qui commencent et terminent une formation dans une haute école s'est équilibré, la proportion des hommes qui terminent une formation professionnelle supérieure reste plus élevée que celle des femmes. En moyenne, les hommes continuent de suivre des études plus longues. Les filles réussissent, à l'inverse, mieux la scolarité obligatoire: elles sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I. Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Dans le secteur de la formation professionnelle, les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

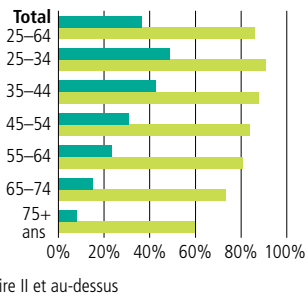
Niveau de formation, en 2016

en % de la population résidente

Hommes

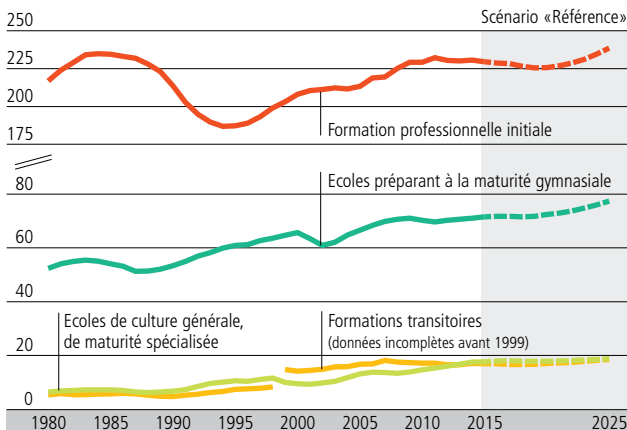


Femmes



Elèves du degré secondaire II

En milliers



La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le taux de maturités professionnelles et générales a augmenté de 25,7% en 2000 à 38,1% en 2016 (y c. maturité spécialisée).

Dans les hautes écoles, le nombre d'étudiants a plus que doublé entre 2000 et 2016. Ceci est surtout dû à la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 40% en 2014 à 50% en 2027.

Quelques titres de formation, en 2016

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certificat maturité gymnasiale	18 629	57,6
Certificat maturité profes.	14 397	46,9
Certif. form. prof. initiale LFPr ¹	69 015	45,5
Degré tertiaire		
Formation profes. supérieure		
Diplôme école supérieure	8 470	48,1
Diplôme fédéral	3 473	37,1
Brevet fédéral	14 402	37,9
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	1 024	45,5
Bachelor	16 240	55,8
Master	3 972	58,5
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	100	86,0
Bachelor	14 319	52,7
Master	13 852	51,8
Doctorat	3 936	44,3

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2015/16 Personnel des hautes écoles, en 2016

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Scolarité obligatoire ¹	58 124	74,7
Préscolarité	9 075	94,6
Degré primaire	29 383	82,3
Degré secondaire I	19 666	54,0
Degré secondaire II ²	17 227	42,8
Hautes écoles universitaires	42 432	44,4
Professeurs	3 969	22,2
Autres enseignants	2 779	28,3
Assistants ³	21 648	43,9
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	16 846	46,2
Professeurs	1 804	29,9
Autres enseignants	5 860	41,4
Assistants ³	3 997	43,3

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux, comptage double non exclu

2 Formation générale et professionnelle

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2015

en milliards de francs

Total	36,7
dont rémunération des enseignants	24,4
Scolarité obligatoire (y c. préscolarité)	16,3
Ecoles spéciales	1,9
Form. professionnelle initiale	3,5
Ecoles de formation générale	2,3
Form. professionnelle supérieure	0,4
Hautes écoles	8,0
Inclassable	0,6

Formation continue

On peut distinguer deux types de formation continue: la formation non formelle (comme la fréquentation de cours, de séminaires, de leçons privées, de colloques ou de conférences) et l'apprentissage informel (lecture de littérature spécialisée, acquisition de connaissances à partir de CD-ROM ou avec des membres de la famille, etc.). La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidente permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2016 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et de développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 3,4% de son PIB consacrés à la R-D (2015), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2015, quelque 22 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 71%, les hautes écoles pour 27%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 2%.

Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2015, elles y ont consacré plus de 15,3 milliards de francs, soit un montant presque égal aux 15,7 milliards de francs dépensés en Suisse-même.

► www.statistique.admin.ch →

Trouver des statistiques → Education et science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten» est le quotidien le plus lu avec 1,3 millions de lectrices et de lecteurs par édition. Son pendant romand, «20 minutes», arrive également en tête du lectorat, avec 476 000 lectrices et lecteurs. En Suisse italienne, le journal le plus populaire est le «Corriere del Ticino plus», un titre payant (102 000 lectrices et lecteurs). Lancé en 2011, le «20 minuti» compte quant à lui 88 000 lectrices et lecteurs.

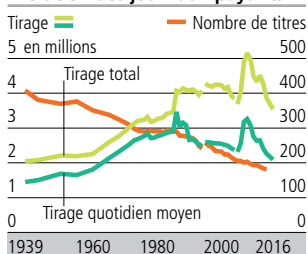
Internet et téléphonie mobile

L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'internet à la fin du 20^e siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. Le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 0,1 million en 1990 à un plafond de 11,7 millions fin 2014. Il est de 11,2 millions fin 2016, soit 134 raccordements pour 100 habitants. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'internet (plusieurs fois par semaine) âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 5,7 millions début 2017. La convergence se manifeste dans la très forte croissance du nombre de contrats de téléphonie mobile permettant l'accès à l'internet à large bande (3G+), qui est passé de 2,3 millions en 2010 à 8,4 millions en 2016.

Les dix plus grandes bibliothèques

En 2016, les dix plus grandes bibliothèques selon l'offre possèdent des collections totalisant environ 57,5 millions d'exemplaires.

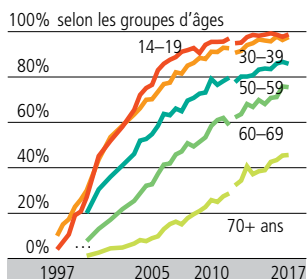
Évolution des journaux payants



Source: Association Médias Suisses / REMP (titres d'intérêt général à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation d'internet

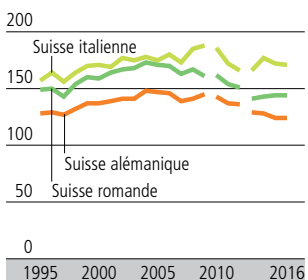
Part des utilisateurs réguliers¹



¹ Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Matrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA, à partir de 2013 Kantar Media, 1983–2012 Telecontrol (base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu–di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2006	2011	2016
Suisse alémanique	102	113	102
Suisse romande	97	98	83
Suisse italienne	96	106	104

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu–di))

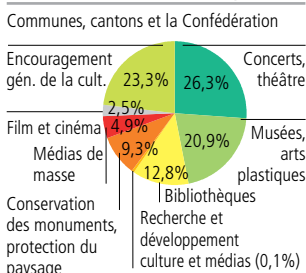
Dépenses culturelles et médiatiques des ménages privés

En 2015, les dépenses culturelles et médiatiques totales des ménages privés étaient, selon la nouvelle méthode de calcul, d'environ 15,7 milliards de francs, soit 356 francs par mois et par ménage. Cela représente 6,7% des dépenses de consommation totales des ménages privés. Les dépenses dans le domaine des médias, par exemple pour des journaux, livres, abonnements TV et internet (désormais y c. les abonnements combinés) ainsi qu'appareils de lecture et réception, représentaient une grande partie des dépenses culturelles totales : 84% (ou 13,2 milliards de francs). En dehors des médias, le principal poste de dépenses culturelles concerne le théâtre et les concerts, avec 791 millions de francs.

Financement de la culture par les pouvoirs publics

En 2015, un peu plus d'un quart des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture (757 millions de francs) a été consacré au domaine «Concerts et théâtre». Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 601 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Conservation des monuments et protection des sites», «Médias de masse» et «Film et cinéma», avec des montants de respectivement 369, 267, 142 et 73 millions de francs.

Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2015

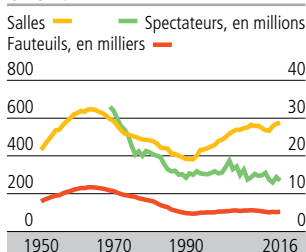


Source: OFS/Administration féd. des finances (AFF)

Le paysage cinématographique suisse

Au début des années 2000, environ 1300 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1850. Durant cette période, la part des films suisses a augmenté de 10% à 16% environ. La part de marché des films suisses est d'environ 5%.

Cinéma



Pratiques culturelles et de loisirs

De larges pans de la population ont fréquenté dans l'année 2014 des musées ou expositions (72%), des concerts en tous genres (71%), des monuments et sites (70%), des cinémas (66%) et des théâtres (47%). Avoir une activité créatrice – comme le chant (19%) ou jouer d'un instrument (17%) – est plutôt moins répandu, alors que les activités de loisirs le sont souvent bien plus.

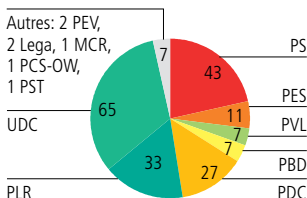
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Culture, médias, société de l'information, sport

Le système politique

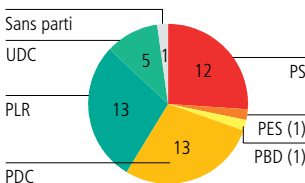
La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2016: 2 PLR, 2 PS, 2 UDC, 1 PDC).

Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations populaires.

Conseil national 2015: mandats



Conseil des Etats 2015: mandats



Elections au Conseil national 2015

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	16,4	33	7	26	21,2
PDC	11,6	27	9	18	33,3
PS	18,8	43	25	18	58,1
UDC	29,4	65	11	54	16,9
PVL	4,6	7	3	4	42,9
PBD	4,1	7	1	6	14,3
PES	7,1	11	5	6	45,5
Petits partis de droite ¹	2,6	3	1	2	33,3
Autres ²	5,3	4	2	2	50,0

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST (1 mandat), Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national 2015

Deux partis sont sortis vainqueurs des élections au Conseil national de 2015: l'UDC, qui est en nette progression et qui remporte 29,4% des voix – meilleur résultat qu'un parti ait obtenu depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919 – et le PLR, qui progresse pour la première fois depuis 1979. Ont perdu des voix les nouveaux partis du centre (PBD et PVL), les Verts (PES) et le PDC, qui a atteint son niveau historique le plus bas. La tendance observée aux élections de 2011 – où l'émergence des nouveaux partis du centre (PVL, PBD) avait eu pour effet d'atténuer la polarisation du paysage politique – a été stoppée et s'est en partie inversée.

Abbreviations des partis

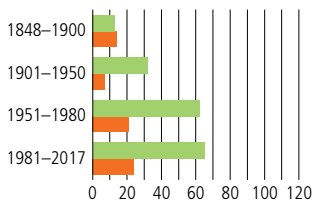
PLR Parti libéral-radical¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

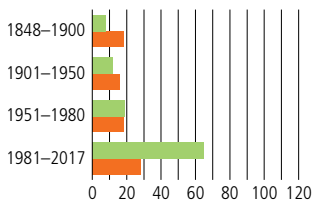
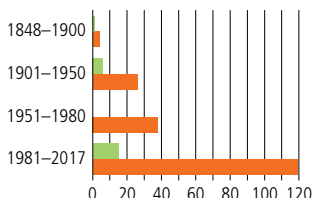
DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romand

¹ En 2009, fusion du parti radical-démocratique suisse (PRD) avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

Votations populaires fédérales

Référéndums obligatoires¹

Référéndums facultatifs

Initiatives populaires²

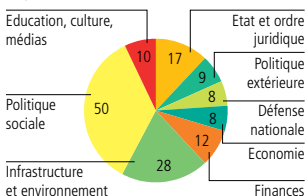
■ Accepté

■ Rejeté

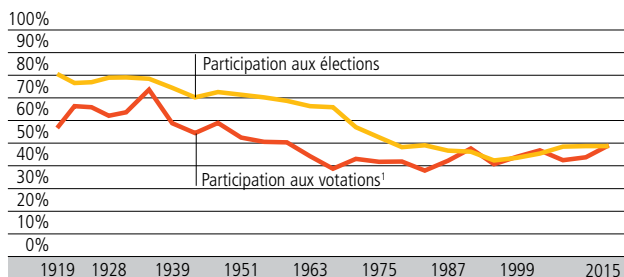
1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 2001–2017



Participation aux élections et aux votations



1 Il s'agit de moyennes établies pour les votations qui ont eu lieu au cours des deux ans précédant et suivant les élections au Conseil national. Jusqu'en 1931, la période considérée est de deux fois une année et demie, car les élections avaient alors lieu tous les trois ans.

Participation aux votations et élections fédérales

Avec 80% de participation aux élections au Conseil national en 1919, celle-ci a plutôt diminué jusque dans les années 1990 avec une valeur minimale à 42%, puis s'est stabilisée voire remonte depuis, atteignant 48% en 2015. Quant à la participation aux votations, elle est soumise à de fortes fluctuations liées aux enjeux des scrutins. En baisse jusque dans les années 1980, puis relativement stable, la participation croît très légèrement (47% en 2017 contre 43% dans les années 90 et 40% dans les années 80) atteignant ainsi des taux proches de ceux des élections.

Comptes des administrations publiques

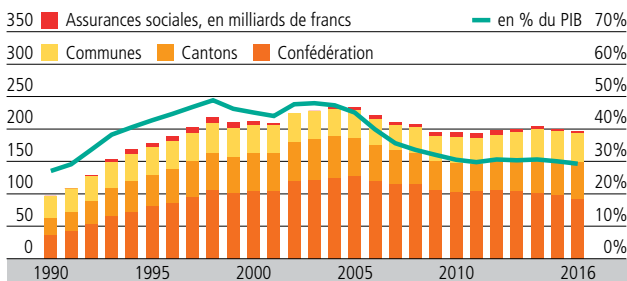
en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2016	2000	2010	2016	2000	2010	2016
Total¹	164,4	193,9	215,8	152,6	191,4	213,3	11,8	2,5	2,6
Confédération	52,0	63,5	69,4	48,2	60,3	67,5	3,8	3,1	1,9
Cantons	63,2	77,3	87,3	60,3	76,1	87,0	2,8	1,2	0,3
Communes	42,1	42,7	47,6	40,6	43,2	47,9	1,5	-0,5	-0,3
Assurances sociales	44,9	54,4	62,7	41,6	55,8	62,0	3,4	-1,4	0,7

¹ Doubles imputations non comprises dans le total**Dettes des administrations publiques**

en milliards de francs

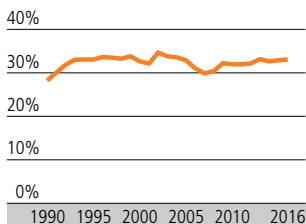
	1990	2000	2010	2014	2015	2016
Total¹	96,9	207,0	185,6	198,9	196,4	192,7
Confédération	36,6	104,5	104,0	102,5	98,2	92,7
Cantons	26,9	58,0	43,4	54,1	54,9	56,2
Communes	33,4	44,4	39,6	43,3	44,5	45,1
Assurances sociales	—	5,7	7,4	3,7	2,6	2,6

Par habitant, en francs² 14 343 28 731 23 584 24 147 23 583 22 886¹ Doubles imputations non comprises dans le total² Aux prix courants**Dettes des administrations publiques**

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques.

Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat

parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

Quote-part de l'Etat en % du PIB

Le taux d'endettement suisse au sens de Maastricht est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à la reprise conjoncturelle observée jusqu'à la première moitié de 2008, à la redistribution des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse et à diverses mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins aux dépenses et à l'endettement etc.), les ménages publics ont vu leurs dettes se réduire continuellement de 2005 à 2011. L'endettement a quelque peu augmenté temporairement en 2012 avant de diminuer à nouveau. À la fin de 2015, le taux d'endettement était de 30%.

Recettes des administrations publiques

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2014	2015
Total	193,9	206,5	214,6
Recettes ordinaires	193,9	206,1	213,9
Recettes d'exploitation	183,0	195,8	203,6
Recettes fiscales	161,5	174,4	180,2
Patentes et concessions	3,9	1,7	3,7
Compensations	16,6	18,5	18,2
Recettes diverses	0,4	0,7	0,9
Recettes de transfert	0,5	0,6	0,7
Recettes financières	8,8	8,0	8,2
Recettes d'investissement	2,1	2,3	2,2
Recettes extraordinaires	0,0	0,4	0,6
Revenus extraordinaires	0,0	0,3	0,5
Recettes d'investissements extraordinaires	0,0	0,1	0,1

Dépenses des administrations publiques par fonction

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2014	2015
Total	191,4	207,5	213,1
Administration générale	13,9	17,1	18,8
Ordre et sécurité publique, défense	14,5	15,8	16,1
Formation	32,7	35,9	36,8
Culture, sport et loisirs, église	5,0	5,3	5,4
Santé	11,4	13,9	14,3
Sécurité sociale	75,2	82,1	83,8
Trafic et télécommunications	16,6	16,6	16,9
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	5,9	5,9	6,1
Economie publique	7,6	8,2	8,8
Finances et impôts	8,7	6,6	6,1

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Administration et finances publiques

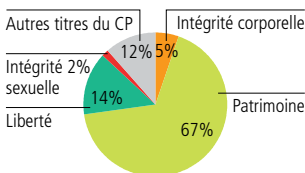
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénonciations

En 2016, la statistique policière de la criminalité a recensé un total de 467 731 infractions relevant du Code pénal (CP), 83 268 infractions de la loi sur les stupéfiants (LStup) et 41 886 infractions de la loi sur les étrangers (LEtr). Le taux d'élucidation atteignait 98% pour les homicides et 21% pour les infractions contre le patrimoine.

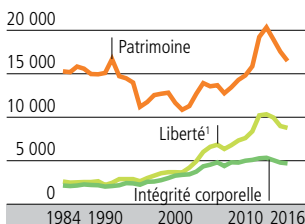
Dans le domaine de la violence domestique, 17 685 infractions ont été enregistrées. La moitié de ces infractions s'est produite dans une relation de couple. La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 47% parmi les prévenus pour infraction au CP et de 55% parmi ceux pour infraction à la LStup. Dans ces deux catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 31% et 22%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 22%, LStup: 23%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 83% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2016

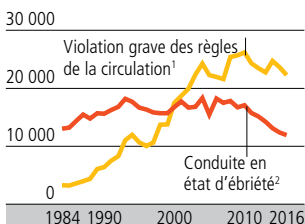


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a entretemps plus que doublé et se situe à environ 109 100 en 2016. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées. Le nombre de condamnations selon le CP a enregistré une diminution de 11% depuis le pic de 2013. Le nombre des condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR) a régulièrement augmenté, notamment en raison de l'intensification des contrôles, mais se sont stabilisés depuis 2010. La situation n'a pas varié depuis quelques années dans le domaine de la loi sur les stupéfiants, par contre après une augmentation constante depuis 2000 une stabilisation a été enregistrée depuis 2013 dans celui de la loi sur les étrangers.

Choix d'infractions CP

1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

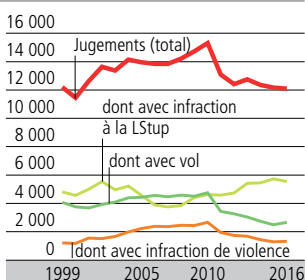
Choix d'infractions LCR

1 Art. 90 ch. 2 LCR

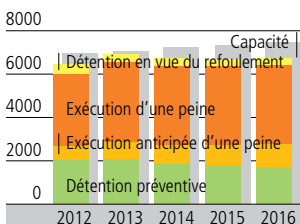
2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

Le nombre de jugements pénaux des mineurs tend à diminuer (-21% entre 2010 et 2016). Il est plutôt en hausse pour les infractions à la LStup. Il est nettement en baisse pour les cas de vol et les infractions de violence de moindre gravité. Les jugements pénaux des mineurs pour infractions de grave violence se maintiennent stables à un niveau bas.

**Privation de liberté**

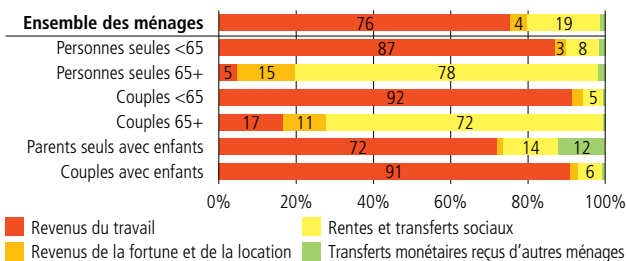
Il existait en Suisse 114 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2016, comptant au total 7493 places. Au jour de référence, le 7 septembre 2016, 6912 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait à 92%. Sur les 6912 personnes incarcérées, 68% exécutaient une peine, 25% se trouvaient en détention provisoire, 5% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 2% restants l'étaient pour d'autres raisons.

Effectifs selon le type de détention**Récidive**

Le taux de recondamnation des adultes condamnés pour crimes et délits se situait à 19% en 2012, après une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2015); il était de 27% chez les condamnés mineurs. Les personnes ayant au moins deux antécédents judiciaires sont celles qui présentaient les taux de recondamnation les plus élevés (adultes: 53%; mineurs: 57%).

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Criminalité et droit pénal

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2012–2014



Budget des ménages: revenus

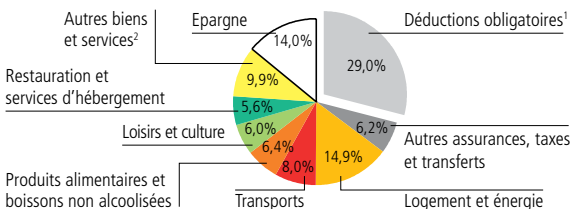
Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (76%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et plus encore les revenus de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable.

Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de 12%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (15%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne 14% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2012–2014



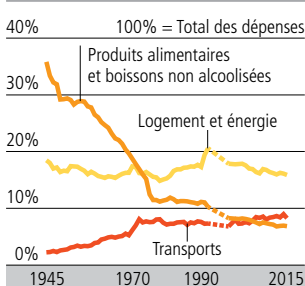
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

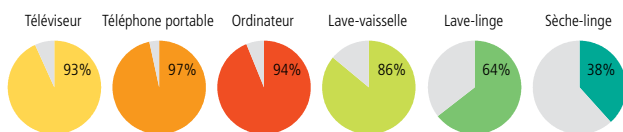
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de 2% à 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equipement en biens de consommation, en 2015

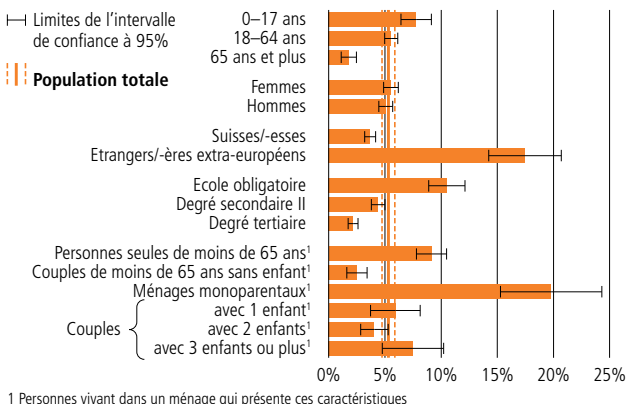


Equipement en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 94% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 97% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2015, plus de 86% des personnes avaient un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Taux de privation matérielle

selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2015



Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2015, moins de 2% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour des raisons financières. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à près de 5%. Une des privations les plus fréquentes est liée à l'absence de réserves financières: 22% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2500 francs. Viennent ensuite les privations liées aux nuisances perçues par rapport au logement et ses alentours: 18% de la population considère subir des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, 12% des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme et 12% vit dans un logement trop humide. En outre, 9% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

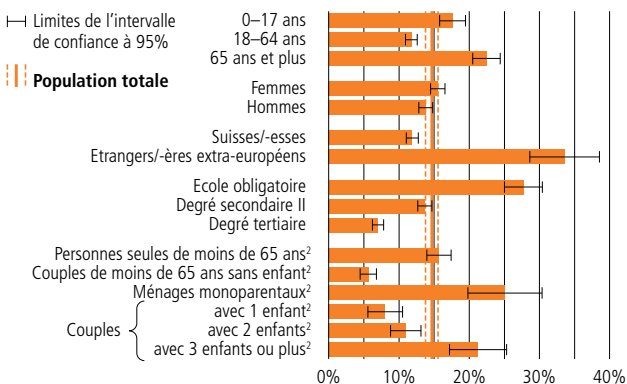
En 2015, 7% de la population résidente permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 570 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était de 2239 francs par mois pour une personne seule et de 3984 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 14,6%, soit environ 1 185 000 personnes. Le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de 2506 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, de 5263 francs.

La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2015, 145 000 personnes, soit 3,9% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi. La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres.

Taux de risque de pauvreté¹

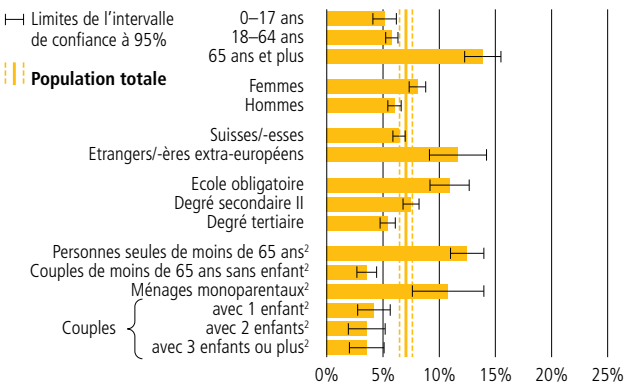
selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2015



¹ Calculé sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle

² Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Taux de pauvreté¹ selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2015



1 Calculé sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle

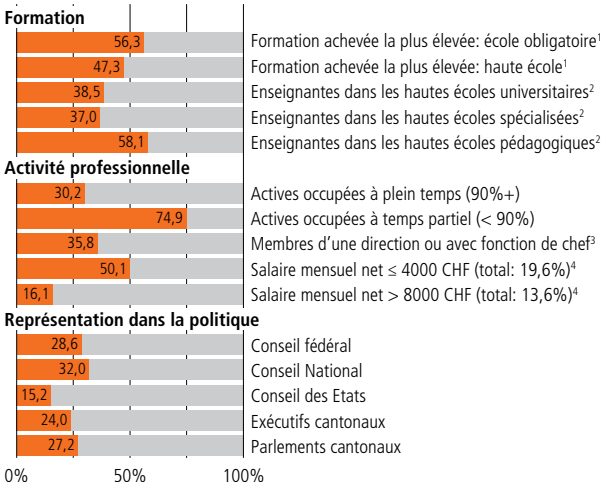
2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2015, les 20% les plus riches disposent d'un revenu disponible équivalent moyen quatre fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres.

Chiffres clés concernant l'égalité entre femmes et hommes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2014-2017)



0% 50% 100%

1 Population résidente de 25 à 64 ans

2 Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

3 Salariées

4 Salariées occupées à plein temps, économie totale

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population

Sommes-nous sur la voie du développement durable?

1 Satisfaction des besoins – quelle est notre qualité de vie aujourd’hui?

La santé de la population s’améliore	↗ ↗ ✓	Le nombre de victimes d’infractions de violence grave consommées connues de la police diminue	↘ ↘ ✓
Le taux de chômage au sens du BIT augmente	↘ ↗ ✗	Les revenus augmentent	↗ ↗ ✓

2 Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

L’aide publique au développement augmente	↗ ↗ ✓	L’écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	↘ ↘ ✓
Le taux de pauvreté diminue	↘ ↘ ✓		

3 Préservation du capital – que laisserons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes s’améliorent	↗ ↗ ✓	Le nombre de chercheuses et de chercheurs augmente	↗ ↗ ✓
Après une augmentation, la dette publique est revenue en-dessous du niveau atteint en 1992	↘ ↘ ✓	Les populations d’oiseaux nicheurs qui sont menacés de disparaître de Suisse diminuent	↗ ↘ ✗
La part des investissements dans le produit intérieur brut augmente	↗ ↗ ✓	Les surfaces d’habitat et d’infrastructure augmentent	↗ ↗ ✗

4 Découplage – notre utilisation des ressources est-elle rationnelle?

Pas de modification notable de l’intensité du transport de marchandises	↘ ↗ ≈	La consommation finale d’énergie par personne diminue	↘ ↘ ✓
La part des transports publics augmente	↗ ↗ ✓	L’intensité matérielle diminue	↘ ↘ ✓

Evolution visée

- ↗ Augmentation
- ↘ Stabilité
- ↘ Diminution

Evolution observée

- ↗ Augmentation
- ↘ Pas de modification notable
- ↘ Diminution

Qualification de l’évolution depuis 1992

- ✓ positive (vers le développement durable)
- ≈ indifférente
- ✗ négative (contraire au développement durable)

Dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, quelques pas ont été faits en direction du développement durable, mais on constate également des tendances contraires. Ainsi nous sommes parvenus, dans certains domaines, à atteindre une plus grande éco-efficacité mais ces améliorations ont souvent été compensées par des augmentations de la consommation. Il se pose en outre un problème d’équité entre les générations: c’est peut-être aux dépens des générations à venir que nous bénéficions aujourd’hui de conditions relativement favorables. Par exemple, près de 20% des jeunes ne disposent même pas, en lecture, du niveau minimum requis pour maîtriser la vie quotidienne moderne. De même, la croissance des surfaces d’habitat et d’infrastructure se fait en grande partie au détriment des surfaces agricoles.

L’**empreinte écologique** indique le niveau d’exploitation et les limites des ressources naturelles renouvelables. En 2013, en Suisse, l’empreinte écologique par personne est plus de trois fois plus élevée que la biocapacité mondiale moyenne disponible par personne. Cette forte empreinte est principalement imputable à la consommation d’énergie. Considéré globalement, le développement économique passe souvent par une consommation accrue de ressources environnementales. Autrement dit, plus le revenu national d’un pays est élevé, plus l’empreinte écologique de ce dernier est grande. L’Australie, les Etats-Unis, la Canada, Trinidad et Tobago, la Mongolie, le Koweït, le Qatar, le Luxembourg, la Belgique et l’Estonie ont consommé plus de quatre fois plus que la biocapacité mondiale disponible, alors que les pays du sous-continent indien, d’Asie du Sud-Est et africains en consomment nettement moins.

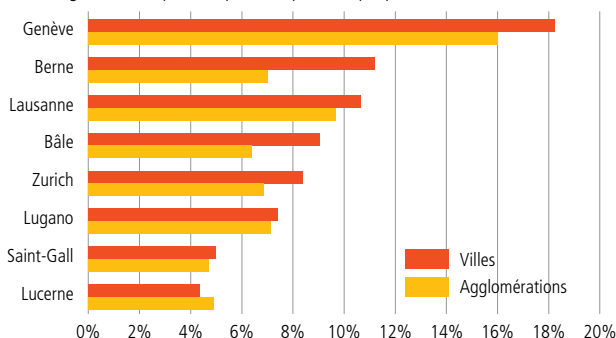
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Développement durable

City Statistics: la qualité de vie dans les villes

Le projet «City Statistics» (anciennement Audit urbain) a repris le concept de l'OCDE de la qualité de vie et l'a adapté pour les villes suisses de City Statistics. Deux indicateurs sont représentés ici à titre d'exemple.

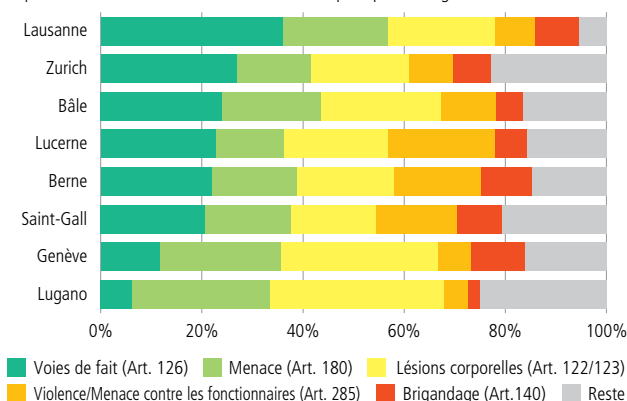
Logements suroccupés, en 2016

Part des logements occupés avec plus de 1 personne par pièce



Infractions de violence, en 2016

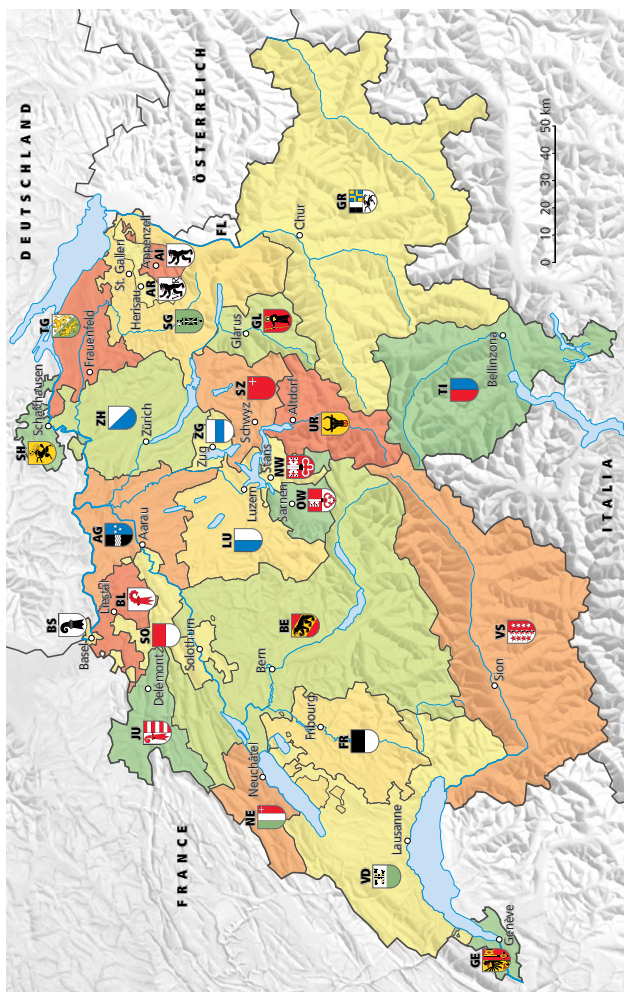
Répartition des infractions de violence¹ selon les principales catégories



¹ Selon le code pénal (tentatives incluses)

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Thèmes transversaux → City Statistics (Audit urbain)

La Suisse et ses cantons



26 cantons
143 districts
2222 communes

Etat 1.1.2018

。 Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2018

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse fête cette année sa 125^e édition. Vous trouverez les différentes activités liées à ce jubilé sous www.annuaire-stat.ch. L'annuaire décrit la situation sociale et économique de la Suisse sous toutes ses facettes et contient des aperçus sur tous les thèmes de la statistique publique. Bilingue allemand-français, il comporte par ailleurs un chapitre présentant les principales informations statistiques en anglais et en italien.



Édité par l'Office fédéral de la statistique, 664 pages reliées, Fr. 120.—. Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro, les Editions de la «Neue Zürcher Zeitung». e-mail: nzz.libro@nzz.ch

Atlas graphique et statistique de la Suisse 1897–2017

L'«Atlas graphique et statistique de la Suisse» publié en 1897 par le Bureau fédéral de statistique constitue un point d'orgue de la statistique en Suisse, alors qu'elle en était encore à ses balbutiements. Ce remarquable ouvrage sur la réalité de la société suisse à la fin du 19^e siècle est le premier atlas à avoir présenté des informations à l'échelle de la Suisse sur plusieurs thèmes. À l'occasion du 125^e anniversaire de l'Annuaire statistique de la Suisse, l'Office fédéral de la statistique a décidé de célébrer également les 120 ans d'histoire de l'atlas, en en joignant un exemplaire facsimilé à l'annuaire 2018 remis aux abonnés et aux autres personnes intéressées, complété de cartes actuelles.



Édité par l'Office fédéral de la statistique, 64 pages reliées, Fr. 34.— (TVA excl.). L'atlas peut être commandé séparément. Disponible auprès de l'Office fédéral de la statistique. e-mail: order@bfs.admin.ch

Le Portail Statistique Suisse www.statistique.ch, entièrement adaptatif pour les supports mobiles, contient l'ensemble de l'offre en ligne de l'OFS, notamment les communiqués de presse, publications, résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs, graphiques, infographies, tableaux et cubes de données interactives à télécharger, ou encore les cartes et atlas produits par l'OFS. On y accède via la rubrique «Catalogues et banques de données» sous «Trouver des statistiques». Le site existe en allemand, français, italien et anglais, et propose en outre des informations générales en romanche.



Autres sources d'informations:

- Recevez les communiqués de presse de l'OFS par courrier électronique, gratuitement et dès leur parution. Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications les plus récentes de l'OFS classées par thèmes: www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le service d'information de l'OFS répond à vos questions: tél. +41 58 463 60 11 ou e-mail: info@bfs.admin.ch